

**Un jour pour  
la misère...  
et 365 pour  
les profits !**  
p. 16

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Lutte  
Ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1994 - 20 octobre 2006 - prix : 1 €

**Arlette  
Laguiller**



**Le camp des  
travailleurs**

**Hongrie, octobre 1956**

**De l'insurrection aux  
conseils ouvriers**



p. 7, 8 et 9

## Leur société

- p. 4 ■ Chirac, Pinault et la privatisation de GDF  
■ Les variations de Sarkozy
- p. 5 ■ Ce n'est pas des prétendants PS à la candidature qu'il faut attendre le « changement »  
■ La loi réprimant la contestation du génocide arménien  
■ 17 octobre 1961 le massacre des Algériens par la police
- p. 6 ■ Budget de la Sécurité sociale 2007  
■ Les Échos : ses mensonges
- p. 10 ■ Une retraite correcte c'est un droit

## Tribune

- p. 6 ■ Génocide arménien et minus habens socialistes

## Hongrie 1956

- p. 7 ■ L'insurrection de 1956 et ceux qui la commémorent  
■ Les démocraties populaires : des dictatures antiouvrières
- p. 8-9 ■ Une insurrection populaire avec la participation majeure de la classe ouvrière  
■ Sur le cadavre de la révolution, les privilégiés ont prospéré  
■ Trotsky et la défense de l'URSS

## Dans le monde

- p. 10 ■ Irak : 650 000 morts en trois ans  
■ Allemagne : la pauvreté s'accroît, le SPD content de lui
- p. 16 ■ Journée du refus de la misère : profits en hausse pauvreté aussi  
■ Prix Nobel : De la pauvreté à la micro-résignation

## Dans les entreprises

- p. 11 ■ Éducation : mensonges pour justifier la baisse des moyens  
■ Lycée Diderot-Marseille : manque de personnel  
■ La colère des médecins scolaires
- p. 12 ■ France Télécom : grève le 23 octobre  
■ Axa Nanterre ! Délocalisation et suppression d'emplois  
■ Pantin : gardiens HLM en lutte
- p. 13 ■ Snecma-Villaroche  
■ Rexam-Gravelines  
■ Décharge d'Entressen : débrayages et grèves
- p. 14 ■ Hôpital d'Épinal  
■ La Poste-centre de Tri de Bègles  
■ Maison de retraite de Chateaufort-la-Forêt
- p. 15 ■ Michelin réduit les effectifs  
■ La catastrophe ferroviaire de Zooffgen !

## • 145 médicaments devraient être déremboursés

# Un remède de menteurs et d'hypocrites

L'opération de « déremboursement » de certains médicaments a commencé en 1999, quand le ministère de la Santé du gouvernement Jospin a inventé la notion de « service médical rendu » (SMR) puis a dressé la liste de centaines de médicaments dont il a jugé le SMR insuffisant, afin qu'ils ne soient plus remboursés par la Sécurité sociale.

Ensuite, ce sont les gouvernements de droite qui ont appliqué la mesure.

Il y a d'abord eu, à l'été 2003, le déremboursement d'une première charrette de 82 médicaments tenus pour inefficaces et inutiles. Puis, en mars 2006, 152 produits dits d'automédication, tels des fluidifiants des sécrétions bronchiques ou encore des collyres, ont été déremboursés. Ceux-ci n'ont pas pour autant disparu de la pharmacopée. Un grand nombre d'entre eux sont toujours sur les linéaires des pharmacies, mais vendus à un prix beaucoup plus élevé, puisque les laboratoires sont désormais libres de fixer le prix qui leur

plaît. Et c'est ainsi que, pour calmer une toux ou soigner un rhume, il faut désormais payer sans espoir de remboursement... à condition d'en avoir les moyens !

Pour cette troisième vague de déremboursements, 145 médicaments sont sur la sellette. Il s'agit majoritairement de vasodilatateurs utilisés dans les troubles intellectuels liés à l'âge, et donc utilisés par des millions de personnes.

Si ces médicaments sont proposés au déremboursement, ce n'est pas parce qu'ils sont inefficaces. Ce n'est pas non plus parce que la recherche a mis au point des médicaments plus performants pour ce type d'affec-



tions. Pas du tout ! Jean-Pierre Lancry, qui fut le secrétaire général du Haut Conseil de l'assurance-maladie de 2003 à 2006, interrogé par le journal *Le Parisien*, livre sans vergogne la véritable raison : « À l'heure où de nouveaux traitements contre le cancer coûtent des dizaines de milliers d'euros par an et par malade, la collectivité choisit de rembourser ces nouveaux produits, et de ne plus prendre en charge d'autres médicaments moins stratégiques. » Il oublie juste de préciser que le gouvernement a accordé la liberté des prix pour les médicaments innovants et que c'est la raison pour

laquelle les nouveaux traitements contre le cancer coûtent si cher à la collectivité et... rapportent autant à l'industrie pharmaceutique.

Il y en a plus qu'assez de la litanie sur le déficit de l'assurance-maladie qu'il faudrait faire combler par ceux qui ont besoin des médicaments. Qu'on cesse d'offrir des ponts d'or aux laboratoires, qu'on cesse la politique d'exonération de charges aux grandes entreprises, et le « trou » sera largement comblé. Et tous les malades pourront bénéficier des bienfaits des traitements pharmaceutiques !

Sophie GARGAN

## Meetings avec Arlette Laguiller

### Saint-Quentin

Vendredi 27 octobre à 18 h 30

Salle Paringault - rue du Président-John-Kennedy

### Brest

Jeudi 9 novembre à 20 h 30

Salle de la Maison des syndicats - Avenue Clemenceau

### Metz

Dimanche 19 novembre à 16 heures

Salle Braun - 6, rue Mozart

Entrée libre

## Pour soutenir la candidature d'Arlette Laguiller à l'élection présidentielle de 2007

Toutes celles et ceux qui souhaitent soutenir financièrement la candidature de notre camarade Arlette LAGUILLER à l'élection présidentielle du 22 avril 2007 peuvent le faire dès maintenant en envoyant leurs dons par chèque libellé à l'ordre de Monsieur Dominique PETITJEAN, mandataire financier d'Arlette Laguiller. Les chèques doivent être envoyés à LUTTE OUVRIÈRE, à l'attention de Dominique Petitjean, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18.

Conformément à l'article L52-9 du code électoral, ce mandataire financier, désigné le 10 mai 2006, pour l'élection présidentielle du 22 avril 2007, est seul habilité à recueillir des dons en faveur d'Arlette Laguiller, dans les limites précisées à l'article L52-8 du code électoral reproduit ci-dessous.

Article L52-8 : Les dons consentis par une personne physique dûment identifiée pour le financement de la campagne électorale d'un ou plusieurs candidats lors des mêmes élections ne peuvent excéder 4 600 euros. Les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. Tout don de plus de 150 euros consenti à un candidat en vue de sa campagne doit être versé par chèque. Le montant total des dons en espèces faits au candidat ne peut excéder 20 % du montant des dépenses autorisées lorsque ce montant est égal ou supérieur à 15 000 euros en application de l'article 52-11. Aucun candidat ne peut recevoir, directement ou indirectement, pour quelque dépense que ce soit, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger. Par dérogation au premier alinéa de l'article L52-1, les candidats ou les listes de candidats peuvent recourir à la publicité par voie de presse pour solliciter les dons autorisés par le présent article. La publicité ne peut contenir d'autres mentions que celles propres à permettre le versement du don.

## LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)  
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009185576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20  
Télécopie : 01 48 10 86 26

### Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :  
**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....  
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière  
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	21 €
USA, Canada	35 €	70 €	25 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande



## Arlette Laguiller, le camp des travailleurs



C'est en réaffirmant son appartenance à ce camp qu'Arlette Laguiller vient d'annoncer sa candidature à la présidentielle de 2007.

Il faut que dans cette élection soient réellement défendus les intérêts politiques et sociaux du monde du travail. Il faut que soit présente une candidature qui exprime clairement que le grand patronat, la grande bourgeoisie, sont les ennemis directs de toute la population. Une candidature qui exprime pourquoi et comment leur mainmise sur l'économie et la société est la cause des maux principaux dont souffrent la majorité des travailleurs. La pauvreté, la baisse du niveau de vie, la difficulté de plus en plus grande à se loger, à se soigner, sont des dommages uniquement dus à la course au profit. Même la pollution en est un, la pollution de l'air, des eaux, mais aussi ce qu'on respire dans les entreprises, de l'amiante à tous les toxiques, sans même parler des catastrophes industrielles du genre de ce qui s'est produit chez AZF à Toulouse.

Dans ce système économique, la concurrence, la recherche du profit dominant tout : l'habitat, la santé, la production de biens utiles à la vie de tous, les transports. Tout ce qui est nécessaire à une vie normale exige que sa production rapporte beaucoup de profits, sinon on ne le fabrique pas ou on ne le fait pas.

C'est pourquoi on ferme des entreprises, des hôpitaux, des lignes de chemin de fer. Et quand on ne les ferme pas, on les laisse à l'abandon si cela ne rapporte pas un profit suffisant aux actionnaires.

La société, l'État, n'exercent aucun contrôle sur les conseils d'administration des grandes compagnies industrielles et financières. Pire, ceux qui les possèdent peuvent décider librement de la meilleure façon de gagner plus. Pour eux, tant pis si cela pousse à la misère une fraction croissante des salariés ! Tant pis pour ceux qui en crèvent !

Alors, il faut bien qu'au moins quelqu'un puisse dire que c'est à ce système-là qu'il faut s'en prendre

vraiment. Aucun des grands partis politiques qui peuvent arriver au pouvoir n'a l'intention de s'en prendre à ce système et à ses profiteurs, ni même n'osera le promettre.

Il ne faut pas être dupe des hommes politiques qui tiennent le devant de la scène. Tous autant qu'ils sont, les uns et les autres ne sont que des exécutants, des figurants qui masquent les coulisses où tout se passe en réalité. Avec des mots à peine différents, ils ne font que ce que le grand patronat industriel, commercial ou financier exige ou impose.

C'est pourquoi les travailleurs ne doivent pas se bercer de l'espoir que les élections de 2007 pourraient apporter des changements dans leur vie.

La droite, qui est au pouvoir depuis quatre ans, est répugnante, cynique, menteuse, viscéralement hostile aux pauvres, aux travailleurs et aux classes populaires, hostile à tout ce qui n'est pas sa classe sociale. La chasser du pouvoir, oui, cela ferait plaisir, et espérons qu'elle le sera. Même si, en perdant leurs postes de ministres ou de députés, les hommes politiques de droite ne seraient certainement pas à plaindre sur le plan matériel, en tout cas bien moins qu'un travailleur licencié.

On ne peut pas, évidemment, dans les circonstances actuelles, chasser la droite sans ramener la gauche au pouvoir, cette gauche que les travailleurs connaissent déjà, et pas vraiment en bien. Le Parti Socialiste, au cours des vingt-cinq dernières années, a dirigé le pays plus longtemps que la droite, avec en dernier le gouvernement de Jospin, sans que le sort des travailleurs en ait été amélioré, ni même sa dégradation freinée.

Alors, il ne faudra donc pas ramener, les yeux fermés, la gauche au pouvoir, sans lui demander des comptes.

C'est le sens de la candidature d'Arlette Laguiller, qui permettra au moins à l'électorat populaire de contribuer, par son vote, à chasser si possible la droite, mais en exprimant sa défiance vis-à-vis des dirigeants de la gauche, qui l'ont déjà trompé bien des fois.

## FÊTES RÉGIONALES DE LUTTE OUVRIÈRE

### Dijon

Samedi 21 octobre  
à partir de 16 heures  
Espace municipal  
Jean-Bouhey - Longvic

Meeting avec Arlette Laguiller  
à 16 h 15

entrée libre à l'heure de l'allocution

### Tours

Dimanche 22 octobre  
de 11 h 30 à 21 heures  
Château de Cangé  
à Saint-Avertin



### Grenoble

Dimanche 22 octobre  
de 11 h 30 à 19 heures

Le Prisme à Seyssins  
Terminus tram ligne C

### Compiègne

Samedi 18 novembre  
à partir de 17 heures

Salle des fêtes  
de Margny-lès-Compiègne



• Chirac, Pinault et la privatisation de GDF

## On n'est jamais trahi que par les siens

Alors que le gouvernement préparait le rachat de Gaz de France par le groupe Suez, en faisant voter par les députés la privatisation de GDF, on apprenait que le milliardaire François Pinault préparait en sous-main le rachat du même groupe Suez. En collaboration avec le groupe italien Enel, Pinault risquait de faire capoter le bel édifice conçu par Villepin.

Ce rapprochement Suez-Gaz de France avait justement été conçu au départ pour faire face aux appétits du groupe Enel. Celui-ci, qui n'est autre que l'ancienne compagnie nationale d'électricité italienne, équivalant à EDF, aujourd'hui privatisée, avait annoncé une OPA hostile sur Suez, il y a moins d'un an. À l'époque le groupe italien, présent essentiellement dans l'énergie, cherchait un partenaire financier de poids pour se partager la proie : pour l'Italien, l'énergie et les centrales nucléaires de Belgique (Tractebel) ; pour le partenaire, le pôle environnement et services à l'énergie. Suez n'étant pas

de taille à résister à l'OPA hostile du groupe italien, le gouvernement français est venu à son secours. Il a annoncé le projet de fusion de Gaz de France avec Suez, ce qui revenait à livrer l'entreprise étatisée au groupe privé.

Chirac a plaidé pour ce projet, Villepin a dû se démener auprès de sa majorité qui rechignait. Il l'a fait rentrer dans le rang. Même Sarkozy a dû manger son chapeau, lui qui avait promis-juré, et même écrit, que Gaz de France ne serait pas privatisé.

Tout semblait donc aller pour le mieux pour le tandem Chirac-Villepin.

Mais voilà que le journal *Les Échos*, puis le *Financial Times* ont révélé que le milliardaire en euros François Pinault était prêt à s'allier à Enel pour acquérir ensemble Suez, puis pour le dépecer. Loin d'être démentie par les deux acheteurs supposés, cette opération a été simplement déclarée dépassée.

Enel, la société italienne, a en effet précisé : « *Concernant les articles de presse sur un accord entre Enel et Arté-*

*mis publiés (...) par Les Echos et le Financial Times, Enel déclare qu'il s'agit de l'une des hypothèses envisagées dans le passé qui n'est plus valide aujourd'hui.* »

Du coup, François Pinault et sa holding privée ont dû, pour le moment, passer au point mort : « *Artémis a été approchée par Enel pour l'acquisition des pôles environnement et services à l'énergie de Suez, dans l'éventualité d'une offre publique d'achat initiée et réussie par Enel. À ce jour, compte tenu des déclarations récentes d'Enel, ce projet n'est plus d'actualité.* »

Ce qui peut vouloir dire que, demain, il le redeviendra. Mais, cet épisode le prouve une nouvelle fois, les milliardaires comme Pinault se moquent totalement des décisions des hommes politiques, même s'ils s'appellent Chirac. Même quand il s'agit, paraît-il, d'amis proches, comme dans ce cas précis, car chez ces gens-là l'amitié ne pèse pas très lourd, quand il s'agit de milliards à gagner.

Bertrand GORDES

## Pinault et ses amis de trente ans

François Pinault qui, a-t-on dit, se déclarerait prêt à mettre 18 milliards d'euros sur la table pour racheter le pôle environnement de Suez (eau et déchets), est connu pour son amitié avec Jacques Chirac.

Ainsi, en 1995, Pinault avait été l'un des seuls grands patrons à soutenir Chirac contre Balladur. Chirac fut élu, et n'oublia pas le service rendu. Lorsque Pinault se trouva empêtré face à la justice américaine dans l'affaire Executive Life, dans laquelle étaient impliqués le Crédit Lyonnais et ses dirigeants, le président vola à son secours. L'État fran-

çais signa un compromis avec les juges californiens et paya 585 millions de dollars pour obtenir l'arrêt des poursuites. Pinault, lui, s'en sortit avec une amende de 185 millions de dollars, une misère, comparé au milliard de dollars qu'il avait gagné dans cette affaire.

À gauche, Pinault a aussi ses amitiés. Alors que Laurent Fabius était ministre des Finances, il avait pu négocier avec ses services un arrangement fiscal avantageux. Il faut dire que sous les gouvernements précédents il n'avait payé aucun impôt sur le revenu, lui qui était une des premières fortunes de France,

et que cela commençait à se savoir.

Ces relations, Pinault a su les tisser au cours de sa carrière, alors qu'il bâtissait sa fortune en rachetant des entreprises en faillite. Une scierie dans la circonscription de Chirac en Corrèze, les papeteries de La Chapelle Darblay dans celle de Laurent Fabius en Seine-Maritime. Il réalisa de somptueux bénéfices en les revendant avantageusement.

Comme on le voit, la perspective de l'alternance politique droite-gauche n'a pas de quoi troubler ce milliardaire.

Daniel MESCLA

## Sarkozy varie bien fol qui s'y fie

Jeudi 12 octobre à Périgueux, Sarkozy avait choisi de s'adresser à l'électorat populaire.

À son habitude, il a dénoncé l'égalitarisme, l'assistanat, la bureaucratisation de l'État. Dans la foulée, il s'est réclamé des deux mille ans de civilisation chrétienne de la France. Mais, chose relativement nouvelle dans sa bouche, il a poursuivi en rendant hommage aux

les municipalités, mais de les encourager à favoriser la construction de logements, de foyers d'hébergement, de crèches, de maisons de retraite, de façon à résorber les pénuries actuelles. Mais le ministre se donne un délai de cinq ans – la durée de son mandat présidentiel – pour que ces nouveaux droits entrent en vigueur.

Pour un politicien comme Sarkozy, une



Sarkozy en visite dans une usine. Les salariés sont aussi des électeurs.

juges, au secteur public et aux fonctionnaires, et a avancé une série de mesures en faveur des salariés et de la population modeste.

Se réclamant même du modèle social français, il affirme vouloir « *donner plus à ceux qui ont moins* ». Il propose ainsi que les exonérations de charges des entreprises soient liées à la hausse des salaires ; que l'État facilite, en les cautionnant lui-même, les emprunts faits par des personnes malades ou pauvres ; que les années passées à éduquer ses enfants comptent pour la retraite ; que les conseils d'administration des entreprises publiques comprennent autant de femmes que d'hommes ; que le citoyen puisse exiger que les administrations satisfassent un certain nombre de droits comme le droit d'hébergement ou de logement, le droit de garde des enfants, le droit de prise en charge de la dépendance.

Selon Sarkozy, il ne s'agit pas de contraindre

campagne électorale, ou préélectorale, consiste toujours à dire tout et son contraire, pour toucher le plus grand nombre possible d'électeurs. Et comme les salariés et les pauvres sont nombreux, il lui faut draguer de ce côté-là aussi.

Les promesses électorales n'engagent jamais ceux qui y croient. La « fracture sociale » n'était en 1995 pour Chirac qu'un thème de campagne, pas un programme de gouvernement.

Sarkozy veut ratisser large, se donner un visage « social ». Ce changement opportun de discours arrive au moment où on lui reproche, dans son propre camp, de risquer de perdre une partie de l'électorat de droite, choqué par ses outrances. Mais ces outrances ne sont que des mots, elles se traduisent par des choix, ceux que fait la droite aujourd'hui.

Vincent GELAS



• Les prétendants PS à la candidature

## Pour le « changement », il faudra autre chose

Mardi 17 octobre, les trois prétendants à la candidature à la présidentielle pour le Parti Socialiste ont rivalisé d'éloquence et de promesses à la télévision pour, chacun, convaincre les militants de leur parti qu'il sera le meilleur représentant pour le printemps prochain. Sur le fond, ils ne se sont guère différenciés.

Fabius a endossé le costume de plus à gauche. Il est allé jusqu'à parler « d'hypercapitalisme » et dénoncer « le capital qui domine tout ». Summum de ses propositions de combat, il a promis que, dans les jours qui suivraient son élection, il y aurait une augmentation du smic de 100 euros, suivie d'une conférence entre les partenaires sociaux, c'est-à-dire le Medef et les syndicats, pour discuter des autres salaires. Et cela, sans rien modifier à la proposition du PS qui est d'aboutir à un smic à 1 500 euros en 2012, soit l'équivalent de ce qu'il sera de toute manière du fait des augmentations légales.

Ségolène Royal a voulu se montrer modeste – « Je n'ai pas

de réponse à tout » –, et soucieuse de la réalité du terrain en déclarant : « Si les 35 heures ont été un immense progrès pour une majorité, pour une minorité elles ont conduit à une régression ». Le commentaire est certes judicieux – bien qu'insuffisant –, sauf qu'il l'eût été bien plus, si elle l'avait fait au moment où se décidait la loi sur les 35 heures, quand elle était ministre dans le gouvernement Jospin.

Quant à Dominique Strauss-Kahn, il était dans son rôle d'expert économique réaliste soutenant « qu'il ne faut s'engager que sur ce qu'on pourra tenir »...

En fait, avec des mots à peine différents, les trois prétendants ont parlé des bas salaires, des retraites insuffisantes, de l'inégalité de l'accès aux soins en fonction des revenus et aussi des régions, des problèmes de l'école et de l'éducation, des délocalisations... À quelques adjectifs près, ils se sont accordés sur l'indispensable augmentation des salaires et des retraites et sur la nécessité de la « relance économique » pour tenir leurs promesses, mais en se gardant bien de dire ce qu'ils feraient si la croissance n'est pas

au rendez-vous.

Deux heures durant, ils ont parlé de la situation, avancé quelques idées et fait des promesses. En cherchant bien, on pourrait retrouver, à peu de choses près, les mêmes dans leurs discours antérieurs, depuis maintenant des dizaines d'années. Mais ils n'ont pas dit pourquoi, de décennie en décennie, aucune de ces idées, aucune de ces promesses n'a vu le jour, même quand ils étaient tous trois en mesure de les mettre en œuvre. Et ils n'ont pas dit pourquoi, au contraire, la situation des salariés, des retraités et des chômeurs n'a cessé de s'aggraver.

Pour changer cette situation, il faudrait oser s'en prendre à ceux qui détiennent le véritable pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir économique, il faudrait s'en prendre au grand patronat. Mais cela, les trois prétendants du PS s'y refusent et, de toute façon, pour y parvenir, il faudra tout autre chose qu'un président de la République socialiste.

Sophie GARGAN

• La loi réprimant la contestation du génocide arménien

## Des moralisateurs aux mains sales

Le 12 octobre l'Assemblée nationale a voté la proposition de loi présentée par le Parti Socialiste qui instaure des poursuites pénales contre ceux qui contesteraient la réalité du génocide arménien de 1915-1917. Mais ce ne sont certainement pas les droits des peuples qui sortent renforcés par ce vote. Car c'est bien d'abord et avant tout l'hypocrisie et la mauvaise foi qui ont été au centre du débat.

En 2001 déjà le PS avait été à l'initiative de la loi par laquelle l'Assemblée unanime reconnaissait la réalité du génocide arménien. Ayant trouvé le sujet porteur électoralement, il a remis ça. Et la droite n'a pas voulu lui laisser le bénéfice de l'opération.

Mais choisir comme dra-

peau de « la défense des droits de l'homme et des peuples », le rappel des seuls massacres, certes bien réels, perpétrés par l'armée turque contre les Arméniens entre 1915 et 1917, relève d'une mémoire quelque peu sélective de l'histoire.

Pendant des dizaines d'années, l'armée et la police françaises, bien « républicaines », se sont livrées à nombre de massacres. Pour la seule guerre d'Algérie, le bilan atteint sans doute un million de morts, dont la part principale a été constituée par des hommes, des femmes et des enfants exterminés dans leur village.

Faut-il rappeler aussi le rôle de l'armée française qui a formé, armé, les milices Hutus du gouvernement rwandais des années 1990-1994, qui ont massacré des centaines de milliers de Tutsis (et aussi bon nombre de Hutus) ? L'armée française,

sous les ordres conjoints de Mitterrand et Balladur, a, une fois les massacres commencés, soutenu militairement les massacreurs, en leur livrant à l'occasion ceux qui réclamaient naïvement sa protection.

Védrine, dirigeant PS, ex-ministre des Affaires étrangères, a encore récemment justifié toute cette politique, sans aucun remord, au nom de la défense de la présence de « la France » face à son concurrent américain.

Sans contestation possible, l'armée turque a été responsable d'un gigantesque massacre. Mais ceux qui, en France, dirigeants politiques de gauche et de droite, sont solidaires des auteurs bien français de méfaits semblables, n'ont aucun droit à s'ériger en professeurs de morale.

Paul SOREL

• 17 octobre 1961

## Quand la police de De Gaulle massacrait les Algériens à Paris

Mardi 17 octobre, 45 ans après, plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées pont Saint-Michel, pour commémorer ce 17 octobre 1961 où la police parisienne massacra plusieurs centaines d'Algériens qui manifestaient pour l'indépendance de leur pays.

Le couvre-feu décrété depuis le 6 octobre, et qui interdisait aux Algériens de circuler entre 20 h 30 et 5 heures du matin... Venus en famille, avec femmes et enfants, de toute la région parisienne, ils tentèrent de converger vers le centre de la capitale. La brutalité de la répression policière fut extrême. Plus de 10 000 manifestants furent arrêtés

Rassemblement au pont Saint-Michel, où de nombreux Algériens ont été assassinés en octobre 1961



Le rassemblement, qui a lieu tous les ans depuis 1991, était appelé par la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), le Mouvement contre le Racisme et l'Antisémitisme (MRAP) et de multiples associations, avec le soutien du PS, du PCF, des Verts, de la LCR et de Lutte Ouvrière.

Les orateurs ont évoqué cette journée du 17 octobre 1961, longtemps occultée, où la police parisienne, sous les ordres du préfet de police Maurice Papon, réprima avec brutalité une manifestation appelée par le Front de Libération Nationale (FLN) algérien en plein Paris.

Il y avait déjà près de sept ans que durait la guerre coloniale menée par l'impérialisme français.

Quelque 40 000 Algériens répondirent à l'appel du FLN à manifester, bra-

et parqués dans des conditions atroces dans des salles de sport de la capitale, comme le Palais des Sports ou la Salle Japy. Des centaines d'Algériens furent assassinés, et leurs cadavres jetés dans la Seine. Le bilan officiel fut longtemps de deux morts. En réalité, il y en eut cent fois plus : au moins 200, « et peut-être 400 », a dit un des orateurs présents à cette commémoration.

Comme l'ont rappelé certains intervenants, les autorités françaises peuvent à l'occasion faire la morale à d'autres pays comme la Turquie pour le massacre des Arméniens en 1915. Mais elles n'ont toujours pas balayé devant leur porte, en ce qui concerne les massacres commis en Algérie, ou même à Paris.

Jacques FONTENOY



Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# Génocide arménien et minus habens socialistes

L'assemblée nationale française a adopté, le jeudi 12 octobre en première lecture, un projet de loi du Parti socialiste rendant passible de peines de prison la négation du génocide arménien de 1915 (s'ajoutant à une première loi socialiste de 2001 reconnaissant ce génocide). Tollé dans les sphères politiques turques. Quelques centaines de personnes ont protesté devant l'ambassade de France à Istanbul. Le Premier ministre turc, Erdogan, a dénoncé une « *éclipse de la raison* » des parlementaires français. Et des patrons turcs ont annoncé la suspension de contrats avec des entreprises hexagonales, menaçant également – c'est la mode – de boycotter les produits français.

Le génocide arménien est un tabou d'État en Turquie. Sur fond de première guerre mondiale et de visées rivales des impérialismes allemand et anglo-français sur l'empire ottoman, l'État turc (pro-allemand) prétextait de velléités séparatistes (et pro-alliés) des Arméniens pour donner le feu vert de leur extermination. C'était en avril 1915. Arrestations, puis déportations massives, puis massacre de près d'un million et demi de personnes, quasiment les deux tiers de la population arménienne de Turquie. Depuis, l'État turc non seulement refuse de reconnaître ce fait, mais il poursuit ceux qui le dénoncent. La loi 301, qui punit les « atteintes à l'identité turque », est régulièrement utilisée pour intimider ceux qui évoquent le génocide. Le dernier prix Nobel de littérature, Orhan Pamuk, a ainsi été menacé pour avoir osé l'évoquer.

### Les cuisines douteuses du PS

Que le régime turc ait été et demeure une dictature, contre les peuples arménien ou kurde, mais aussi contre la classe ouvrière et ses militants politiques et syndicaux, c'est indéniable. Mais cela ne saurait blanchir le PS. Il n'est guère plus ragoûtant – dans sa catégorie. Son premier objectif, en cette période préélectorale, est clairement de faire une OPA sur les votes de la communauté arménienne de France. Avec son demi million de personnes, elle représente un pactole non négligeable. L'opération vise également l'ensemble de l'électorat réactionnaire français. Avec leur loi, les socialistes font un clin d'œil appuyé à tous ceux qui sont sensibles aux préjugés anti-Turcs. Lors du référendum européen du 29 mai dernier, le rejet de l'entrée de la Turquie dans l'Europe avait été un des filons des partisans les plus réactionnaires du Non. Le PS, défenseur malheureux du Oui, trouve aujourd'hui une façon de se repositionner. Et c'est bien dans ce sens que Ségolène Royal est allée lorsque, interrogée sur un éventuel référendum sur l'entrée de la Turquie en

Europe, elle a hypocritement répondu que son opinion sur le sujet serait « *celle du peuple français* ». Avec ces concessions aux préjugés xénophobes, ce n'est même plus après Sarkozy que court le PS, c'est après de Villiers, le vicomte champion de la croisade anti-turque !

Les socialistes doublent ainsi Chirac sur sa droite. Lui-même avait fait vibrer cette corde pourrie en déclarant lors d'une visite récente en Arménie, que la reconnaissance du génocide par la Turquie devait être « une condition de [son] entrée dans l'Europe ». Il a dû faire depuis un pas en arrière, téléphonant même à Erdogan pour « s'excuser ». C'est que les intérêts patronaux français mettent en l'occurrence des bornes à la démagogie de Chirac : comme le lui a rappelé sa ministre déléguée au commerce extérieur, « la Turquie est un enjeu économique très important pour la France, avec [...] un peu plus de 5 milliards [d'euros] d'exportations chaque année ». 350 entreprises françaises sont présentes en Turquie, dont un tiers de grands groupes, et certaines s'inquiètent pour leurs contrats comme Areva (en lice pour la construction de trois centrales nucléaires), Airbus (qui compte sur une promesse d'achat de 3 milliards d'euros), ou Eurocopter (qui espère bien vendre 52 hélicoptères militaires... en attendant la condamnation française, un jour, du massacre des Kurdes par l'armée turque ?).

### La mémoire et ses trous

N'étant pas, ou pas encore, aux affaires, le PS n'est pas soumis pour l'heure aux contraintes de Chirac. Alors, puisque les socialistes sont d'humeur à faire les belles âmes sur les horreurs contre les peuples, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Ce ne sont pas les massacres d'État qui manquent, même plus près qu'Ankara. Pourquoi ne pas condamner officiellement la guerre d'Algérie, avec ses largement plus de 500 000 morts ? Le PS se laisserait-il arrêter par le fait que cette guerre, ses massacres et ses tortures, a été décidée sous le socialiste Guy Mollet, fort du soutien de son ministre de l'Intérieur, le (futur) socialiste Mitterrand ? Encore plus près dans le temps, rien à dire du génocide rwandais de 1994, dans lequel l'État français a soutenu le régime exterminateur de 800 000 Tutsis ? Le PS se laisserait-il arrêter par le fait que le Président s'appelait Mitterrand – encore lui ?

Les poses vertueuses du PS n'ont qu'un temps – celui de revenir aux commandes de l'État impérialiste français. Pour y gérer lui-même des crimes qui n'ont rien à envier à ceux que dénonce leur projet de loi du 12 octobre.

Benoît MARCHAND

### Convergences Révolutionnaires n° 47 (septembre-octobre 2006)

Bimestriel publié par la Fraction

Dossier : La Russie de Poutine : le prix de la restauration capitaliste

Articles : Sarkozy contre les immigrés : une campagne électorale sur le dos de ceux qui n'ont pas le droit de vote – Allemagne : ni espoir ni illusion du côté des urnes ; qu'est-ce que donc que le Linkspartei ? – Belgique : grandes manœuvres électorales autour de l'extrême droite – Du côté des entreprises : Axa : quand les assureurs font de l'humanitaire ; Altis (IBM) : horaires déments contre suppression d'emplois.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18  
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19  
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

## Leur société

### • Budget de la Sécurité sociale pour 2007

# Halte au hold-up du gouvernement !

L'examen par le Parlement du projet de budget de la Sécurité sociale pour 2007 met à nouveau en évidence le fait que le gouvernement puise de plus en plus dans les caisses de cet organisme pour faire encore plus de cadeaux au patronat.

En effet les exonérations de cotisations sociales patronales au régime général de la Sécurité sociale vont encore augmenter en 2007 de plus de 1,2 milliard d'euros. Le total de ces exonérations atteindra près de 25 milliards d'euros. Le gouvernement a en particulier décidé d'exonérer totalement de cotisations sociales les entreprises de moins de 20 salariés, pour les salaires au niveau du smic, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

Mais dans le même temps le gouvernement ne prévoit pas dans son budget de compenser intégralement auprès des caisses de la Sécurité sociale les cadeaux qu'il fait au patronat. Les exonérations de cotisations sociales patronales non compensées se montaient depuis une dizaine d'années à environ 2 milliards d'euros par an. Elles concernaient les exonérations décidées avant 1994, date à laquelle la loi a fait obligation à l'État de compenser désormais intégralement toutes les mesures qu'il prendrait au détriment de la Sécurité sociale. Mais en fait le

gouvernement se dispense d'appliquer la loi et laisse une ardoise de plus en plus importante au régime général. En 2007, les exonérations non compensées représenteront 2,5 milliards d'euros, en augmentation de 20 % par rapport à 2005.

Et cela n'est qu'une partie de ce que l'État doit à la Sécurité sociale, car il ne rembourse pas non plus intégralement à celle-ci les prestations qu'elle verse en son nom. En effet la commission des Comptes de la Sécurité sociale estime, dans son rapport de septembre 2006, que l'État, qui devait 5,271 milliards à la Sécurité sociale au 31 décembre 2005, n'a payé six mois plus tard que 254 millions d'euros, soit moins de 5 % du total. La même commission estime qu'à la fin de l'année 2006 la dette globale de l'État envers la Sécurité sociale se sera encore alourdie de 1,25 milliard d'euros et aura ainsi grossi de 25 %.

Cela n'empêche pas le gouvernement de prendre prétexte du déficit des caisses de la Sécurité sociale, qu'il contribue lui-même largement à creuser en multipliant les cadeaux au patronat, pour le faire supporter par les assurés sociaux, c'est-à-dire les travailleurs.

Dominique CHABLIS

### • Les Echos et la fraude aux allocations chômage

# Mentez, il en restera toujours quelque chose

Le 17 octobre, le quotidien *Les Echos* titrait sur les fraudes aux allocations chômage qui, selon lui, prendraient une dimension « *organisée, industrielle et mafieuse* ». Et d'affirmer que 10 000 personnes vivraient aux crochets des Assedic rien qu'à Paris.

Pour étayer le prétendu sérieux de ses chiffres, le quotidien disait s'appuyer sur un rapport confidentiel remis à une commission d'enquête parlementaire présidée par un député UMP.

Le jour même, cette « information » a été largement reprise par les médias, jusqu'à ce que l'Assurance chômage la démente. Cette dernière précisait que, dans le rapport qu'elle avait elle-même transmis à la commission d'enquête parlementaire, le chiffre de 10 000 escroqueries concernait l'ensemble des organismes sociaux à Paris (assurance-maladie, allocations familiales...).

De même, dans ses allégations, le quotidien se garde bien de préciser

que, selon ce même rapport, les fraudes sont surtout le fait de dirigeants d'entreprises ou de sociétés qui, dans leurs déclarations aux organismes sociaux, trichent sur le nombre de salariés qu'ils emploient et les fins de contrats.

Les « révélations » des *Echos* ont donc fait long feu. Il n'empêche qu'elles s'inscrivent dans une campagne visant à faire passer une grande partie des chômeurs, des bénéficiaires de prestations sociales ou des malades, pour des fraudeurs, responsables du déficit des régimes sociaux. Au-delà, cette campagne vise à faire admettre à l'ensemble de l'opinion publique le renforcement des tracasseries administratives et des contrôles contre les salariés réduits au chômage.

Il n'y a pourtant pas besoin de cela pour que les Assedic découragent des milliers de chômeurs de faire valoir leurs droits et en radient injustement des dizaines de milliers d'autres chaque mois.

Roger MEYNIER



# L'insurrection de 1956 et ceux qui la commémorent

Il arrive à l'insurrection de 1956 en Hongrie ce qui est le sort de bien des révolutions : ceux qui la commémorent le plus bruyamment sont ceux qui devraient se taire.

Le Parti Socialiste, actuellement au pouvoir en Hongrie et pourtant héritier direct de l'ancien parti communiste qui était au pouvoir en 1956 au moment de l'insurrection, n'a aucune gêne à commémorer le 23 octobre 1956, date de son début. Ses dirigeants, qui étaient arrivés au pouvoir en écrasant la révolution, ou leurs héritiers politiques ont cependant changé de discours. Non

seulement ils commémorent l'insurrection, qu'ils traitaient auparavant de contre-révolution, mais, après avoir justifié l'oppression au nom du communisme, ils justifient aujourd'hui l'exploitation au nom de l'économie de marché.

Ils méritent bien la sympathie et le soutien des dirigeants du monde impérialiste qui se bousculeront aux cérémonies : trois têtes couronnées, dix-huit chefs d'État et six chefs de gouvernement sont attendus. Bush et Blair seraient dans le lot.

Les adversaires les plus tapageurs de la commémoration gouvernementale viennent de la droite et de l'extrême droite, qui

essayent de s'annexer l'insurrection de 1956 en la présentant comme une « révolte anticommuniste », en occultant son caractère essentiellement ouvrier et le fait que c'est du côté des idées communistes, socialistes, que le mouvement cherchait une issue politique contre la dictature stalinienne.

Et les uns comme les autres gardent le silence sur la puissante vague d'émergence de Conseils ouvriers élus dans les entreprises et sur leur rôle politique.

Déjà en 1956, l'insurrection fut noyée sous les mensonges, aussi bien de ses adversaires que de ses faux amis, et son caractère ouvrier dissimulé puis enseveli

dans l'oubli. C'est que le régime contre lequel cette révolte avait explosé était une Démocratie populaire, un régime qui se prétendait communiste. Et les troupes d'occupation dont l'insurrection réclamait le retrait étaient celles de l'Union soviétique. On ne peut comprendre la réalité de l'insurrection de 1956 et le nuage de mensonges qui l'enveloppe depuis cinquante ans, si on ignore cette réalité ou, encore, celle d'un monde divisé en deux blocs, avec un puissant mouvement stalinien pour lequel, à l'époque, tout ce qui lésait les intérêts de la bureaucratie soviétique était contre-révolutionnaire.

Jusque-là, la bureaucratie de l'URSS n'avait fait que trahir des révolutions, en Espagne en particulier. Cette fois, c'est son armée qui écrasa une insurrection ouvrière. Rien ne peut mieux symboliser la désorientation politique qui en résulta pour le mouvement ouvrier que le fait que ce furent précisément les troupes de la bureaucratie issue de la seule révolution prolétarienne victorieuse, celle qui porta les Conseils ouvriers au pouvoir, qui écrasèrent la seule insurrection ouvrière de l'après-guerre qui s'était donné des Conseils ouvriers, la dernière en date aussi.

Georges KALDY

## • Les Démocraties populaires

# Sous l'étiquette socialiste, des dictatures antiouvrières

En 1956, la Hongrie était une de ces Démocraties populaires qui, s'étendant de la Pologne, au nord, à la Bulgarie, au sud, constituaient une sorte de glacis pour l'Union soviétique, sur sa frontière occidentale.

Elles avaient pour origine d'avoir été occupées, vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale, par l'armée soviétique au fur et à mesure que celle-ci avait repoussé les troupes de Hitler. Elles avaient, surtout, pour originalité d'avoir été marquées par la suite, aussi bien dans leur régime politique que dans leur organisation économique, par la mainmise de la bureaucratie soviétique.

Fait militaire d'abord, l'intégration des pays de l'Est européen dans la zone d'influence de l'Union soviétique avait été consacrée par les accords dits de Yalta. Ces accords résultaient d'une conjonction d'intérêts entre la bureaucratie et les puissances impérialistes victorieuses, déterminées l'une comme les autres à empêcher que se produisent des explosions révolutionnaires comparables à celles qui avaient suivi la Première Guerre mondiale.

Au-delà des formes plus ou moins parlementaires entre 1944 et 1947, et malgré le rôle croissant que commencèrent à jouer dès cette époque les partis qui se proclamaient communistes, les régimes mis en place

furent, sur le plan social, dès leur origine, des dictatures destinées à mater la classe ouvrière.

Malgré ce rôle de gendarme dans cette partie pauvre de l'Europe, lourde d'explosions sociales, le fait que le gendarme portait encore, aux yeux des classes sociales opposées, les marques de ses origines prolétariennes entraîna une série de conséquences. À commencer par la fuite éperdue vers l'Occident des classes possédantes et l'écroulement de fait, avant d'être de droit, des structures les plus surannées, en premier lieu la grande propriété foncière. Venues pour contenir une révolution ouvrière, les troupes de la bureaucratie contribuèrent cependant à l'accouchement d'une réforme agraire radicale et à quelques autres mesures de même nature qui, dans les pays de l'Occident développé, étaient le fait de la bourgeoisie.

C'est cependant avec la rupture de l'alliance entre les puissances atlantiques et la bureaucratie, au fil de l'aggravation de la Guerre froide, que se dessina le caractère original des Démocraties populaires par rapport à tous les autres États bourgeois de la partie semi ou sous-développée d'Europe.

Une fois écarté le spectre d'événements révolutionnaires, la bureaucratie n'eut pas l'intention de laisser échapper ces pays à son influence directe, sous l'attraction de l'impérialisme. Il résulta de cette volonté

politique une pression croissante sur les sommets de ces États, pour remplacer les dirigeants politiques les plus pro-occidentaux par des dirigeants issus du PC, présumés plus favorables à Moscou. C'est la même nécessité politique de soustraire les Démocraties populaires à l'influence occidentale qui poussa la bureaucratie soviétique à leur imposer la coupure avec l'économie occidentale, l'étatisation complète de l'industrie et sa planification, la collectivisation forcée, reprenant aux paysans les terres qu'ils venaient d'obtenir.

Toutes les Démocraties populaires finirent, dans les années 1949-1950, par se donner des régimes singeant, parfois jusqu'à la caricature, l'URSS bureaucratique, avec des dirigeants prétendant exercer leur pouvoir dictatorial au nom du communisme et dans l'amitié indéfectible avec l'URSS.

Les dirigeants ouvertement pro-occidentaux éliminés, la bureaucratie soviétique allait s'en prendre aux dirigeants issus du courant stalinien eux-mêmes, décimés par les arrestations, les procès spectaculaires, suivis de lourdes condamnations. En Hongrie, c'est un des principaux personnages de l'État, le ministre de l'Intérieur Laszlo Rajk, qui fut exécuté après avoir avoué des crimes imaginaires.

Si l'histoire officielle retient

de cette période surtout les noms des dirigeants politiques pro-occidentaux écartés du pouvoir et emprisonnés au fur et à mesure que Moscou renforçait son emprise sur ces pays, le poids de la dictature a pesé surtout sur les classes populaires, en particulier sur la classe ouvrière. Et, à partir des années 1948-1949, elle s'exerça au nom de la nécessité de construire le socialisme dans un environnement capitaliste hostile.

C'est au nom de la « construction du socialisme » qu'on imposa dans toutes les Démocraties populaires l'industrialisation à un rythme dément. C'est la classe ouvrière qui en porta le poids principal : les bas salaires, le ravitaillement défectueux, les journées « d'émulation socialiste », les normes de travail sans cesse plus dures et, pour imposer tout cela, l'enrôlement dans les syndicats officiels uniques, l'absence de toute liberté dans les entreprises comme en dehors, la surveillance policière, les arrestations.

L'histoire montra par la suite que toute cette « accumulation primitive », acquise avec la peau et les souffrances des ouvriers et des paysans, finit par être bradée par les classes privilégiées autochtones aux grands groupes capitalistes occidentaux.

Cela ne s'accomplit complètement qu'après le changement de régime de 1989. Mais, déjà, dans ces années cinquante, les

travailleurs pouvaient constater que, dans ces sociétés qui se voulaient égalitaires, il y en avait qui étaient nettement plus égaux que d'autres. Pendant que les masses circulaient en vélo ou en tramways bondés, elles pouvaient croiser les limousines noires des dignitaires et, aux boutiques désespérément vides des quartiers populaires, répondaient les magasins réservés des dirigeants. Les privilèges des plus favorisés de cette classe dirigeante n'étaient, en réalité, pas grand-chose à côté de la situation de la bourgeoisie en Occident. Mais le sentiment d'injustice, de révolte, était décuplé par le fait que ces privilégiés-là se prétendaient communistes, et ce sentiment joua un rôle majeur dans les explosions ouvrières qui secouèrent les Démocraties populaires, les unes après les autres.

Grèves violentes en Hongrie peu après la mort de Staline, en 1953, vite étouffées. Berlin-Est, la même année : grève des maçons de la Stalinallee, brisée par les chars russes. Grèves à Brno, en Tchécoslovaquie, en 1954. Emeutes ouvrières à Poznan, en Pologne, en juin 1956. L'insurrection en Hongrie fut l'étape ultime d'une succession de soubresauts protestataires venus essentiellement de la classe ouvrière.

G.K.



# Une insurrection populaire avec la partici

La mort de Staline et la lutte entre prétendants pour sa succession à Moscou avaient laissé le champ libre aux rivalités au sommet des PC au pouvoir dans les Démocraties populaires.

En Hongrie, les antagonismes se cristallisèrent autour de deux personnages, Rákosi, le dictateur en place, protégé naguère par Staline, et Nagy, nommé Premier ministre en juin 1953, contraint de démissionner en avril 1955 et devenu par là même le chef de file de l'opposition dans le parti puis au-delà.

Nagy avait trouvé des appuis dans l'intelligentsia, qui avait de plus en plus de mal à supporter la dictature absolue de Rákosi. Le cercle Petöfi, fondé par de jeunes intellectuels du PC, était devenu le point de ralliement de tous ceux qui voulaient réformer le parti et l'État, les rendre plus démocratiques dans leur fonctionnement et surtout plus indépendants par rapport à la bureaucratie soviétique. Dans le courant de l'année 1956, sous l'effet en particulier du XX<sup>e</sup> congrès du PC soviétique et de la dénonciation de Staline par Khrouchtchev, l'effervescence toucha des cercles de plus en plus larges du parti, pour atteindre les étudiants.

L'appel à manifester le 23 octobre partit des facultés, avec le soutien du cercle Petöfi. La manifestation avait pour objectif d'obtenir l'éviction complète du clan Rákosi, la nomination de Nagy à la tête du gouvernement, mais aussi le retrait de l'armée soviétique, des élections démocratiques avec la participation de plusieurs partis, la liberté de

presse et d'opinion.

Jusque-là, les choses évoluaient comme le souhaitaient les réformateurs du PC. Ils étaient encouragés par une évolution semblable qui se déroulait en même temps en Pologne, une évolution qui allait aboutir au retour du pouvoir de Gomulka qui passait également, là-bas, pour un réformateur. La situation semblait évoluer de pair entre les deux pays. Le mouvement de l'un influençait celui de l'autre. Et la manifestation du 23 octobre à Budapest, en dehors de ses objectifs propres, devait être aussi une manifestation de sympathie à l'égard des changements en Pologne.

## L'insurrection

Seulement, voilà : les masses allaient faire une brutale irruption dans le sage et pacifique processus de réformes. À la surprise – et à l'effarement – des réformateurs eux-mêmes, la manifestation du 23 octobre bascula en insurrection.

Des contingents d'ouvriers venus des faubourgs industriels rejoignirent la manifestation. Pendant que des milliers de manifestants renversaient l'énorme statue de Staline dominant la place des Héros, lieu traditionnel des grands défilés du régime, et entreprenaient de découper ses 65 quintaux de bronze, d'autres affluèrent vers l'immeuble de la radio pour y lire leurs revendications. La police politique protégeant le bâtiment tira à la mitrailleuse : les premières victimes de la journée tombèrent. La nouvelle traversa la ville,

les manifestants affluèrent de plus belle. Mais, du camion militaire envoyé à la rescousse de la police politique, englué dans la foule, les soldats commencèrent à glisser leurs armes dans les mains des manifestants. Ce n'était plus une manifestation pacifique, c'était l'insurrection qui s'armait.

Dans la nuit du 23 au 24, la révolution se propagea dans la capitale. Puis les villes de province s'embrasèrent à leur tour. L'armée hongroise fondit dans le brasier. Les unités se disloquèrent, les casernes s'ouvrirent, les soldats passèrent à l'insurrection ou donnèrent leurs armes aux insurgés. Le Comité central du parti délibéra toute la nuit et décida à la fois de désigner Nagy pour former un nouveau gouvernement et de faire appel aux troupes soviétiques au nom de ce gouvernement.

Le 24 octobre, à 4 heures du matin, les premiers blindés soviétiques envahirent la capitale. Ce même jour, les usines s'arrêtèrent de tourner, la grève fut générale, les premières milices se formèrent dans les entreprises, et des milliers d'ouvriers quittèrent les faubourgs, à pied ou en camion, pour rejoindre les combats du centre-ville. Malgré les appels réitérés à déposer les armes lancés par le nouveau gouvernement, les combats s'intensifiaient, les travailleurs s'emparaient des armes là où elles se trouvaient, dans les commissariats, dans les casernes plus ou moins abandonnées, ou tout simplement dans les usines où elles étaient fabriquées. Et les plus jeunes réinventaient les



cocktails Molotov, qui se révélèrent d'une redoutable efficacité contre les chars russes lorsqu'ils s'engageaient dans les rues étroites.

Cette première intervention de l'armée russe stationnée dans le pays suffit d'autant moins à mater l'insurrection que bien des soldats russes eux-mêmes étaient touchés par les insurgés qui entouraient les chars russes en ouvrant leurs mains pour montrer qu'ils étaient des prolétaires, et non des privilégiés du ci-devant régime, accourus d'Occident, comme le propagea l'appareil de propagande stalinienne de Moscou à Paris (le PCF et son journal, *L'Humanité*, faisant preuve d'une abjection particulière dans ce type de mensonges).

Devant les scènes de fraternisation, les dirigeants de Moscou

crurent plus sage, dans un premier temps, de retirer les troupes.

Pendant les quelque douze jours qui séparèrent l'éclatement de l'insurrection de la deuxième intervention soviétique, les événements politiques s'accéléraient. Le gouvernement Nagy autorisa les partis, avant de proclamer le retrait du pays du Pacte de Varsovie.

Comme dans toute période insurrectionnelle où le pouvoir d'État est disloqué, on vit apparaître une multitude de forces politiques, allant de celles qui critiquaient le PC sur une base communiste ou socialiste jusqu'à des groupes d'extrême droite. Mais, loin du Parlement où commençaient les manœuvres politiques pour de futures combinaisons ministérielles, loin du

## Comment la couche des privilégiés a grandi sur le cadavre de la révolution écrasée

Après 1956, pendant plusieurs années, la dictature retrouva toute sa férocité, avant que Kadar, qui assumait la responsabilité politique de la répression, commence cette évolution qui allait en faire l'inventeur du « socialisme du goulash » et faire progressivement de la Hongrie, pour reprendre une expression en vogue à l'époque, « la baraque la plus joyeuse du camp soviétique ».

Mais ceux qui tirèrent profit de l'évolution engagée par Kadar ne furent pas les mêmes que ceux qui avaient fait la révolution et qui subirent le

gros du poids de la répression. Alors que la classe ouvrière, écrasée par les troupes de la bureaucratie, était écartée de la scène politique pour une très longue période – en Hongrie, jusqu'à maintenant en fait –, pour se donner une certaine assise sociale, Kadar protégea et soigna la couche privilégiée, ceux qui occupaient de hautes positions dans l'appareil d'État et à la direction des entreprises nationalisées, mais aussi cette couche de profiteurs qui allait se développer dans les interstices de l'économie encore planifiée, avant que les uns et les autres deviennent ensemble, en 1989, les artisans et les profiteurs du rétablissement complet de

l'économie de marché et de la privatisation des entreprises.

Les conséquences de la répression de l'insurrection ouvrière en Hongrie dépassèrent les frontières de ce pays. L'insurrection de Budapest fut le dernier épisode d'une période où la contestation de la dictature de la bureaucratie soviétique vint essentiellement de la classe ouvrière et où les forces politiques qui cherchaient une issue à la dictature stalinienne se revendiquaient du communisme et du socialisme, pour vague ou hésitante qu'ait été leur compréhension de ce qu'était la bureaucratie et son pouvoir, et quand bien même elles se fussent montrées incapables d'offrir une

perspective et une direction politique à une classe ouvrière à la fois combative et politisée.

Désormais, la contestation allait venir d'autres forces politiques, celles-là tolérées, voire protégées par la bureaucratie. Qu'elles se soient développées sous l'aile protectrice de l'Église ou sous les dehors d'idées sociales-démocrates à l'occidentale, elles reflétaient les aspirations de la petite bourgeoisie à desserrer, certes, la dictature et la mainmise de la bureaucratie soviétique, mais aussi à pouvoir accumuler, consommer, acheter et vendre librement. Le retour à l'économie de marché, l'ouverture vers l'Occident se substituèrent aux projets de

« réformer le socialisme réellement existant ».

Désormais, même là où, comme en Pologne dans les années 1970 - début 1980, la classe ouvrière relevait la tête, montrant une combativité et une capacité d'organisation exceptionnelles, elle le fit sous l'influence de ces forces.

Et dans les années précédant et suivant le changement de régime de 1989, pendant que les dirigeants en place se muaient de pseudo-communistes en vrais partisans du capitalisme, faisaient fortune et surtout devenaient les intermédiaires qui bradaient les usines, les banques, les chaînes de distribution étatiques aux grands



# Le rôle majeur de la classe ouvrière

centre-ville, seul couvert par des journalistes occidentaux, les Conseils ouvriers se constituèrent.

Le premier d'entre eux, du moins à Budapest, élu le 24 octobre par les quelque 4 000 travailleurs de l'usine de matériel électrique Egyesült Izzo, proclama que « *le Conseil ouvrier d'Egyesült Izzo a pris la direction de l'entreprise* ». L'initiative se propagea dans les quartiers ouvriers de la capitale, Csepel, Újpest ou Kőbánya.

Les Conseils ouvriers ne limitèrent pas leurs revendications aux augmentations de salaires, à la suppression du travail aux pièces et des campagnes d'émulation stakhanoviste.

Ils se considéraient comme les directions des usines, mettaient à la porte les dirigeants les plus haïs, en désignaient d'autres. Ils affirmaient leur volonté d'organiser l'économie afin qu'elle produise davantage d'articles de consommation. En même temps, ils proclamaient leur refus de toute forme de restauration du capitalisme, toute privatisation des entreprises, comme tout retour à l'ancien régime réactionnaire.

Dans une multitude de tracts, de journaux locaux, une véritable floraison d'écrits après les années où, seule, existait la morne littérature glorifiant le régime et ses dirigeants, les formulations étaient multiples, les perspectives évoquées vagues. Sans direction politique, sans parti à elle, la classe ouvrière mobilisée cherchait, cependant, fiévreusement son chemin.

trusts occidentaux, moyennant commissions, les travailleurs, désorientés, étaient complètement désarmés, sans perspectives politiques devant le changement de régime.

Mais, dans la Hongrie devenue de nouveau une semi-colonie des grands trusts occidentaux, où l'enrichissement spectaculaire d'une minorité côtoie la misère de ceux qui n'ont tiré aucun bénéfice des transformations économiques, se prépare, on doit l'espérer, une nouvelle génération qui saura retrouver et dépasser la conscience de classe des anciens !

G. K.

Malgré les appels répétés du gouvernement Nagy, personne ne rendit les armes conquises pendant l'insurrection.

Dans bien des villes de province, les Conseils ouvriers prirent tout naturellement la place des autorités renversées ou disparues, en s'occupant des problèmes de la population, de son ravitaillement notamment. Par endroits, ce sont eux qui établirent le contact avec le commandement russe de l'endroit.

Tout en exerçant un pouvoir de fait, ni les Conseils ouvriers ni, plus généralement, leurs mandants, les travailleurs, ne voyaient d'autres perspectives politiques pour le pays, une fois les troupes soviétiques parties, que celle d'une consolidation du gouvernement Nagy.

Là se trouvait la limite politique de la révolution.

Même si les travailleurs soutenaient le gouvernement Nagy, en quelque sorte par défaut, la situation était conflictuelle. Si le gouvernement n'eut pas de mal à reprendre à son compte cette revendication unanime des insurgés qu'était le retrait de l'armée d'occupation, il ne pouvait pas en être de même de la prétention des Conseils ouvriers à diriger les entreprises, voire l'économie. Tout comme il était inconcevable que puissent coexister des milices ouvrières, non encadrées par l'État, avec l'armée et la police officielles que le gouvernement chercha à reconstituer au plus vite autour du colonel Maléter, officier de haut rang qui avait acquis une grande popularité en se mettant

avec son unité du côté de l'insurrection.

Pour les travailleurs, le simple fait de la multiplication des Conseils ouvriers et du refus de rendre les armes témoignait d'une méfiance instinctive.

Les relations entre le gouvernement et les masses armées n'en arrivèrent pas au conflit ouvert. La bureaucratie soviétique ne laissa pas aux événements le temps de mûrir. Contrairement à la Pologne où, après un voyage éclair à Varsovie des principaux dirigeants de Moscou, Khrouchtchev en tête, les dirigeants soviétiques avaient laissé à Gomulka et à l'État polonais le soin de remettre de l'ordre dans la maison, en Hongrie, ils choisirent d'intervenir directement.

## L'invasion

Alors même que Moscou faisait mine d'engager les négociations sur les modalités du retrait de son armée hors de Hongrie, dès le 1<sup>er</sup> novembre, de nouvelles troupes franchissaient la frontière et encerclaient les aéroports.

Le 4 novembre au petit matin, une armée de 200 000 hommes, pour la plupart récemment arrivés d'URSS, appuyés par 2 000 chars et l'aviation, intervinrent à Budapest et dans la plupart des grandes villes de province. Les dirigeants soviétiques prétendaient agir à l'appel d'un nouveau gouvernement, formé par Janos Kadar, récemment nommé secrétaire général du PC et ministre de Nagy. Les chefs de la bureaucratie russe se sentaient les mains d'autant plus libres que, quatre jours auparavant, le

30 octobre, les troupes israéliennes, avec l'aide de l'aviation française et britannique, avaient déclenché une offensive contre l'Égypte, coupable d'avoir nationalisé le canal de Suez.

Les grandes puissances impérialistes, si elles enregistrèrent avec satisfaction la déconsidération morale que valut à l'Union soviétique son intervention contre une insurrection ouvrière, n'eurent nullement envie de s'en mêler. Ce n'était pas seulement par respect de la division du monde en deux blocs, chacun laissant à l'autre le soin de maintenir l'ordre dans son camp. C'était aussi parce qu'une insurrection ouvrière, même insuffisamment consciente d'elle-même et de ses possibilités, était un mauvais exemple. Les grandes puissances étaient trop contentes de laisser les troupes de la bureaucratie faire le sale travail.

Malgré le caractère massif de l'intervention et la supériorité des troupes russes dans un pays qui, de surcroît, ne se prête pas à la guérilla, les combats se poursuivirent pendant plus d'une semaine et, de façon plus sporadique, bien plus longtemps encore. Et, fait caractéristique, les villes de province ou les quartiers de Budapest où la résistance fut la plus forte furent ceux où étaient concentrées les grandes entreprises.

Paradoxalement en apparence, c'est après que l'insurrection fut militairement vaincue que non seulement les grèves prirent un nouvel élan, mais que les Conseils ouvriers renforcèrent leur rôle. Le 14 novembre,

l'ensemble des Conseils ouvriers de la capitale créèrent un Conseil ouvrier central de Budapest. Face au gouvernement fantoche de Kadar, il se comporta en porte-parole non seulement de l'ensemble des travailleurs, mais de l'ensemble de la population.

L'absence de ravitaillement, la faim, le froid d'un hiver particulièrement rigoureux, eurent cependant raison de la mobilisation des travailleurs. Le Conseil ouvrier central de Budapest eut encore la volonté d'appeler à de nouvelles journées de grève générale les 11 et 12 décembre, six semaines après l'intervention de l'armée soviétique. Mais cette grève générale, encore largement suivie, fut la dernière (même si jusqu'en janvier, des grèves sporadiques eurent lieu).

Le même jour, le gouvernement décréta la dissolution du Conseil ouvrier de Budapest. Ses membres furent arrêtés, la plupart d'entre eux emprisonnés pour de longues années. La répression qui s'ensuivit fut dure. Après les milliers de morts de la période insurrectionnelle ou dans les combats contre l'intervention des troupes russes, il y eut des dizaines de milliers d'arrestations, et on ne sait toujours pas avec exactitude le nombre d'exécutions. Et un flot de 200 000 réfugiés partit vers l'Autriche voisine.

La bureaucratie ne pardonna pas à ceux dont elle pensait qu'ils l'avaient trahie. Nagy, Maléter et plusieurs de leurs compagnons furent exécutés.

Georges KALDY

## Trotsky et la défense de l'URSS

Tout en combattant la bureaucratie soviétique au nom du communisme, Trotsky était pour la défense inconditionnelle de la base sociale de l'URSS, issue de la révolution de 1917.

Prendre le parti de l'insurrection de 1956 contre les troupes de la bureaucratie soviétique, comme le fit notre tendance – qui dénonça en même temps l'invasion de l'Égypte par les troupes anglo-françaises – n'était-ce pas une façon d'abandonner la défense de l'URSS ?

Dans sa brochure *Encore et à nouveau sur la nature de l'URSS*, dont le passage ci-dessous est extrait, Trotsky répond, en quelque sorte par avance, à ce

genre d'objection.

« *Que signifie la défense inconditionnelle de l'URSS ? Cette expression signifie que nous ne devons poser aucune condition à la bureaucratie. Elle signifie que, indépendamment des motifs et des causes de la guerre, nous défendons la base sociale de l'URSS, si elle est menacée par l'impérialisme.*

*Quelques camarades disent : "Et si demain l'Armée rouge envahit l'Inde et commence à détruire un mouvement révolutionnaire, devons-nous la soutenir dans ce cas ?" Une telle manière de poser une question n'est pas du tout conséquente. Le fait surtout que l'Inde se trouve impliquée n'est pas clair.*

*N'est-il pas plus simple de demander : "Si l'Armée rouge menace des grèves ouvrières ou des mouvements protestataires paysans, dirigés contre la bureaucratie en URSS, devons-nous la soutenir ou non ?" La politique extérieure est la continuation de la politique intérieure. Nous n'avons jamais promis de soutenir toutes les actions de l'Armée rouge, qui est un instrument entre les mains de la bureaucratie bonapartiste. Nous avons seulement promis de défendre l'URSS comme État ouvrier et uniquement ce qui en elle exprime son caractère d'État ouvrier.*

*Un casuiste habile peut dire : "Si l'Armée rouge, indépendamment de la 'tâche'*

*qu'elle accomplit, est battue par les masses insurgées de l'Inde, ce fait affaiblira l'URSS." À cela, nous répondrons : l'écrasement d'un mouvement révolutionnaire dans les Indes, avec la coopération de l'Armée rouge, signifierait un danger incomparablement plus grand pour la base sociale de l'URSS qu'une défaite épisodique des détachements contre-révolutionnaires de l'Armée rouge dans les Indes. Dans chaque cas, la IV<sup>e</sup> Internationale saura distinguer si l'Armée rouge est employée uniquement comme instrument de la réaction bonapartiste ou, au contraire, défend la base sociale de l'URSS. »*



• Irak

## 655 000 morts en trois ans

Le général Dannatt, chef de l'armée britannique, vient de prendre position dans les colonnes du journal *Daily Mail* pour que les troupes du Royaume-Uni présentes en Irak, quelque 7 000 soldats basés pour la plupart dans le sud de l'Irak en région majoritairement chiite, « se retirent bientôt ».

Selon Dannatt, les « difficultés que (le Royaume-Uni) rencontre dans le monde » sont exacerbées par la présence de ses troupes en Irak. Critiquant la stratégie du gouvernement Blair et la manière dont la guerre en Irak a été menée par les grandes puissances, il constate que les forces britanniques n'ont pas « été invitées en Irak » mais qu'elles ont « enfoncé la porte ».

Si tout cela est une évidence, le fait que le chef de l'armée britannique lui-même le dise pose évidemment un problème au gouvernement Blair.

En effet, les cent cinquante mille militaires que les grandes puissances ont expédiés en Irak n'y sont pas les bienvenus, la guerre qu'elles ont commencée en mars 2003, sous prétexte de rechercher les armes de destruction massive qui n'ont jamais été aux mains du régime irakien, n'a fait que semer la souffrance et la mort. Les attaques et l'occupation qui a suivi ont contribué, ne serait-ce que par



les destructions, à aggraver les conditions de vie de la population, dont la moitié seulement peut désormais accéder à l'eau potable. L'une des pires bombes que les grandes puissances ont allumées en Irak est la guerre civile qui s'y déroule désormais, conséquence directe de l'occupation. Dernièrement encore, en quatre jours, les attentats organisés par les groupes opposés sunnites et chiites ont fait plus de 90 morts.

On peut parler de destruction massive de l'Irak. En trois ans et demi de guerre, plus de 655 000 Irakiens sont morts dans ce pays de moins de 27 millions d'habitants, ainsi que l'affirme la revue médicale britannique *The Lancet* qui publie

une étude basée sur les travaux de chercheurs américains, réalisés en Irak. En trois ans et demi de guerre, 2,5 % de la population irakienne aurait péri, dont 601 000 personnes à la suite des bombardements, des tirs, des explosions. La différence réside, selon l'étude, dans l'augmentation de certaines maladies, cancers, maladies cardiaques et autres, augmentation liée elle aussi directement aux conséquences de la guerre et de l'occupation. Dans un tiers des décès, les armées des grandes puissances seraient même directement en cause.

Les auteurs de l'étude, constatant que le taux de la mortalité entre l'avant-guerre et « l'après » est passé de 5,5 à 13,3

pour mille habitants, parlent « d'urgence humanitaire ». Imperturbable, George Bush a contesté les résultats de cette étude, il s'en tient pour sa part à un bilan de 30 000 victimes, seulement, n'ose-t-il pas ajouter. Il ne cite pas non plus les soldats morts dans cette guerre interminable, plus de 2 600, la plus grande partie Américains, ce qui fait dire à une majorité de la population américaine comme britannique qu'il faut cesser cette guerre, cette occupation sanglante qui pèse chaque jour davantage son poids de morts, de blessures, de peur et de souffrance.

Viviane LAFONT

• Allemagne

## La pauvreté s'accroît, le SPD est content de lui

Une étude vient, une nouvelle fois, de mettre en lumière l'ampleur de la pauvreté en Allemagne. Réalisée pour la Fondation Friedrich-Ebert, proche du Parti Social-démocrate (SPD), elle révèle que 8 % de la population allemande, soit près de 6,5 millions de personnes, peuvent être classées comme « nouveaux pauvres ». Deux tiers ont perdu leur emploi et les autres redoutent de le perdre prochainement.

Largement reprise par les médias, cette étude a frappé l'opinion. Elle est, en fait, loin de refléter l'ampleur du problème. Ainsi selon les critères européens (qui considèrent qu'on est pauvre lorsqu'on dispose de revenus inférieurs à 60 % de la moyenne nationale), environ 13 % de la population

allemande vit sous le seuil de pauvreté, avec moins de 692 euros de revenus mensuels. Cela ne cesse de s'aggraver, puisque ce pourcentage était de 9,2 % en 2000 et de 12 % en 2003. Au-delà il y a tous ceux qui, tout en n'étant pas considérés comme pauvres, voient leur situation se dégrader, à cause des licenciements, des baisses de salaire, des hausses de cotisations sociales, etc. Et l'augmentation du taux de TVA, de 16 à 19 %, en janvier prochain, comme la nouvelle réforme de la santé qui conduira à un renchérissement des soins pour les patients, ne pourront que contribuer à augmenter la misère.

La publication de cette étude a engendré un débat parmi les politiciens. Certaines voix, dans l'aile gauche du SPD et les milieux syndicaux, ont timidement critiqué la politique

menée par le gouvernement SPD de Gerhard Schröder, car pendant toute la période au cours de laquelle la misère s'est aggravée, le SPD a été au pouvoir, avec les Verts entre 1998 et 2005, et dans le cadre de la coalition dirigée par Angela Merkel, avec la droite depuis un an. Et tandis que la pauvreté a augmenté, les profits des entreprises ont explosé : BMW fait ainsi état, pour le premier semestre 2006, du meilleur bénéfice de son histoire : 1,23 milliard d'euros. Quant à la Deutsche Bank, elle a accru ses bénéfices de 32 % au cours du seul second trimestre de cette année.

Mais les dirigeants du SPD n'ont, pour leur part, aucun état d'âme. Le ministre du Travail, Franz Müntefering, a ainsi déclaré : « Il n'y a pas de classe sociale en Allemagne. Il y a des hommes et des femmes qui ont

des difficultés, qui sont plus faibles. Ce n'est pas nouveau. Il y en a toujours eu. Mais je m'oppose à ce qu'on répartisse (les gens) en couches sociales ». Le meilleur moyen de cacher la réalité sociale n'est-il pas de la nier ? Et ne parlons pas de Jürgen Kocka, président d'un prétendu Centre Scientifique de Berlin pour la Recherche Sociale, et membre du SPD, qui estime que « la nouvelle sous-couche sociale (de pauvres) est aussi une conséquence de prestations sociales élevées. Une couche de personnes, qui sont au chômage depuis longtemps, s'est habituée à vivre des transferts sociaux de l'État ». Méprisant vis-à-vis des pauvres, servile vis-à-vis de la bourgeoisie, le SPD le revendique et est prêt à continuer.

Henri MARNIER

• Semaine des retraités et personnes âgées

### Une retraite correcte, c'est un droit

Comme tous les ans, le gouvernement et des organismes sociaux et charitables organisent une semaine de solidarité nationale avec les retraité-es et les personnes âgées, la « Semaine Bleue » du 16 au 21 octobre.

Dans les années cinquante, les ministères de la Santé l'appelaient « La semaine nationale des vieillards » et organisaient des quêtes sur la voie publique.

Aujourd'hui, le slogan du ministère des Affaires sociales est « Jeunes et vieux...Ensemble », les quêtes n'ont plus lieu, mais la solidarité gouvernementale avec les retraités n'existe toujours pas. Une grande partie des 13 millions de retraités vivent toujours dans la pauvreté. Sept millions d'entre eux touchent moins de 700 euros par mois et 900 000 le minimum vieillesse de 620 euros. Six retraités sur dix ont des pensions inférieures à 900 euros mensuels, en particulier huit femmes retraitées sur dix ! Et la perte de pouvoir d'achat de tous les retraités est de l'ordre de 1 % par an depuis dix ans.

Par ailleurs, ce sont les retraités et les personnes âgées qui souffrent le plus de la dégradation et de la privatisation des services publics, en particulier en matière de santé : fermeture des centres de santé de proximité et des services de gériatrie dans les hôpitaux, manque de maisons de retraite et d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, ceux existants étant trop souvent à des prix inabornables.

Depuis plusieurs années, les retraités profitent de cette « Semaine Bleue » pour en faire une semaine de revendications. Plusieurs manifestations ont eu lieu ou sont prévues dans les villes à l'appel des syndicats ; notamment à Paris, le jeudi 19 octobre à 14 h 30 (métro : Sèvres-Babylone), demandant la revalorisation des pensions à 1 500 euros minimum et leur indexation sur l'évolution des salaires, la prise en charge par la Sécurité sociale de tous les soins et l'abrogation de tous les forfaits hospitaliers.

Ce serait la moindre des choses.

Louis BASTILLE



• Le « coût de l'éducation »

# Des mensonges pour justifier la baisse des moyens



Alors que mardi 17 octobre l'Assemblée nationale votait le projet de budget 2007, les médias, radios et journaux publiaient des chiffres, tirés d'audits commandés par le gouvernement, afin de dénoncer le prétendu gaspillage dans l'Éducation nationale.

Ainsi, d'après *Le Figaro* du 17 octobre, le coût moyen d'un collégien a augmenté de 33 % en quinze ans, et celui d'un lycéen de 50 %.

Or les « résultats ne sont même pas au rendez vous », prétend ce journal, « seul un quart des élèves atteint le niveau requis en fin de collège ». L'éditorial du *Figaro* en conclut : « Comme dans beaucoup d'autres secteurs, il faut cesser de répéter que la question des moyens est centrale. » Selon lui, puisque de toute façon un élève sur six reste en grande difficulté, il ne servirait donc à rien de continuer à dépenser inutilement l'argent de l'État. Il faudrait réduire le

nombre d'heures d'enseignement, qui serait trop important, comparé aux autres pays de l'OCDE. De même, il faudrait réduire le nombre de professeurs d'autant qu'il n'aurait pas diminué en proportion de la baisse des effectifs scolaires. « En toute logique dix mille postes auraient dû être supprimés entre 1995 et 2005 dans les collèges, au lieu de cela, plus de deux mille ont été créés », ose affirmer *Le Figaro*.

Voilà le raisonnement que nous tiennent des gens prompts à justifier toutes les restrictions aux dépens de la population ! Les parents qui s'inquiètent des classes de collège surchargées dans lesquelles leur fils ou leur fille se sent noyé resteront certainement sceptiques et ils auront raison. En fait, en cinq ans, 25 000 postes d'enseignants ont été supprimés, plus du double de ce qui correspond à la baisse du nombre d'élèves.

La dépense par collégien et lycéen serait excessive, nous dit le gouvernement. Mais si l'on

cherche la part des dépenses faites pour l'éducation du primaire au secondaire dans le produit intérieur brut, c'est-à-dire par rapport à l'ensemble de la richesse produite, on constate une régression depuis plusieurs années (elle est passée de 6 % du PIB en 1995 à 5,7 % en 2001). Et l'investissement dans l'éducation est nettement inférieur à celui de pays comme le Danemark et la Suède (plus de 7 % de son PIB).

En fait, il n'est pas difficile de comprendre que la série d'audits, dits de « modernisation de l'État », commandés par le gouvernement n'ont été faits que dans le but de justifier les suppressions de postes massives dans l'Éducation nationale. Pour ces ministres préoccupés de s'assurer les bonnes grâces des possédants, l'éducation des enfants des classes populaires sera de toute façon toujours trop coûteuse.

Aline RETESSE

• Lycée Diderot – Marseille

## Il faut du personnel

Une centaine d'enseignants, surveillants, agents de nettoyage ou de maintenance du lycée Diderot, à Marseille, ont arrêté le travail lundi 16 octobre pour demander des effectifs car la situation est devenue invivable. Ils ont reconduit leur mouvement le lendemain mardi et devaient décider le 18 octobre de la suite à lui donner.

Le lycée Diderot reçoit environ 2 000 élèves. Il comporte un internat. Celui-ci est très dégradé : sur ses murs des moisissures se sont développées. Des parents ont proposé d'effectuer eux-mêmes les travaux de réfection, mais l'administration n'était même pas prête à payer la peinture !

Il manque aussi plusieurs agents TOSS, l'entretien ne peut pas se faire correctement et on fait souvent cours dans des salles jonchées de papiers et de poussière.

Mais ce n'est pas tout : neuf postes de surveillants ont été supprimés depuis décembre

2005. Ceux qui restent sont dans l'impossibilité de surveiller un aussi vaste établissement. Ainsi l'agent chargé du portail d'entrée des véhicules n'y reste que jusqu'à 9 heures ; ensuite il s'occupe d'autres tâches comme la reprographie. Les voitures peuvent alors sortir car le portail s'ouvre automatiquement. Mais quand il est ouvert, il n'y a plus personne pour surveiller et il est arrivé souvent que des personnes étrangères au lycée s'introduisent à l'intérieur.

Le comble a été atteint quand, lors d'une bagarre entre deux groupes dans le lycée, l'un d'eux fit appel, par téléphone, à ses copains d'une cité voisine qui arrivèrent en masse dans le lycée. La bagarre fut générale. Il n'y avait alors qu'un seul surveillant.

Enfin, une enseignante a été renversée avec son bureau et sa chaise et insultée. D'autres ont été agressés ou insultés.

Estimant que leur sécurité et celle des élèves n'étaient

plus assurée, 72 enseignants et personnels du lycée ont donc arrêté le travail lundi 16 octobre.

Gilles de Robien, ministre de l'Éducation nationale, étant en visite à la Faculté Saint-Jérôme, toute proche, nous sommes allés y manifester avec banderoles, aux cris de « Diderot en danger, des moyens pour nos lycées ». De Robien est passé rapidement sans mot dire.

Mardi matin, la grève était reconduite et nous étions encore soixante-dix réunis en assemblée générale pour discuter des moyens d'action. Dans la matinée, plusieurs équipes ont fait la tournée des collèges du quartier et de deux autres lycées classés en ZEP.

Le lycée a besoin sans délai de sept postes de personnel d'entretien (ATOSS) et de neuf postes de surveillants. Le personnel est bien décidé à les obtenir.

Correspondant LO

## Les médecins scolaires en colère

Jeudi 19 octobre, les médecins scolaires appelaient à un rassemblement devant le ministère de l'Éducation nationale. Ils protestent contre la restriction des moyens qui leur sont accordés, qui se traduit notamment par la perte d'un tiers de leurs effectifs, déjà bien insuffisants par rapport aux tâches qu'ils doivent accomplir.

Ils doivent assurer la visite médicale obligatoire pour les enfants de six ans, visite qui permet, selon les textes officiels, « le repérage précoce des signes pouvant entraîner des difficultés ultérieures d'apprentissage, tels que les problèmes visuels, auditifs, les troubles du langage ou du comportement, le dépistage systématique des handicaps, ainsi que la détection d'enfants maltraités ». Il leur faut aussi assurer le suivi médical des jeunes tout au long de leur scolarité, y compris à l'université, intervenir en urgence en cas d'épidémies, signaler les enfants maltraités, effectuer des examens de santé pour les élèves handicapés ou souffrant d'une maladie chronique, veiller à la sécurité et

l'hygiène des locaux scolaires, etc.

Or, avec en moyenne un médecin pour 5 800 élèves les années précédentes, il leur était déjà impossible d'accomplir toutes ces tâches, à commencer par la visite médicale obligatoire : à Brest, par exemple, seuls 33 % des enfants de six ans ont pu passer cette visite. Cette moyenne cache en outre des disparités, l'insuffisance de moyens frappant plus fortement les départements ruraux : ainsi la Mayenne ne compte que deux médecins pour 60 000 élèves. La suppression de postes de médecins vacataires, qui assuraient 40 % des tâches, aggrave cette situation, et il n'y a plus actuellement, selon les syndicats, qu'un médecin scolaire pour 8 000 élèves.

Le ministère de l'Éducation nationale se défend en invoquant la crise de recrutement de médecins en général, qui ne se limite pas à la médecine scolaire. Dans ce cas, pourquoi licencier des vacataires qui ne demandent qu'à conserver leur poste, et réduire les crédits de fonctionnement de la médecine scolaire ?

Marianne LAMIRAL



• France Télécom

## Grève le 23 octobre dans les services d'assistance aux usagers

Les services téléphoniques d'assistance aux abonnés du fixe (1013-1015) et aux abonnés internet (3 900) de France Télécom, ainsi que certains services « Ma Ligne TV » seront en grève lundi 23 octobre, à l'appel des syndicats CGT, SUD, CFDT et FO. Ce personnel (plus de 5000 agents de France Télécom), qui répond aux clients par téléphone, est regroupé dans des « centres d'appel » dans lesquels les conditions de travail sont particulièrement éprouvantes.

Mais la situation est devenue depuis quelques mois encore plus insupportable. Le manque de personnel est devenu tel que la direction a demandé aux agents en contrat précaire de se contenter de noter les numéros des usagers en panne, sans que rien ne soit prévu pour les rappeler. Quand elle n'a pas simplement installé des répondeurs dont personne ne lit les messages. C'est le cas dans les régions où il y a eu des intempéries importantes avec coupures de lignes ou dans les régions où il y a eu des orages très violents. Certains usagers peuvent rester sans téléphone, sans internet ou sans télévision pendant plus de quinze jours, voire un mois.

Sur le terrain, il y a tellement peu de techniciens que la direction a fait appel au personnel de régions moins touchées, pour qu'ils viennent en renfort, dans le cadre de missions temporaires. Elle a rappelé aussi des collègues partis en pré-retraite et qui n'avaient jamais été remplacés.

On peut mesurer les effets de la politique de réduction d'emplois de France Télécom,

qui a supprimé plus de 30 000 postes de travail en quelques années. Pour faire le maximum de profit, France Télécom avait favorisé tout ce qui était vente de matériel, sans se soucier de la maintenance des installations et des pannes.

Les agents qui répondent au téléphone ne sont pas responsables des milliers de suppressions d'emplois dans les services techniques qui étaient chargés de l'entretien du matériel. Ils ne sont pas responsables non plus des formations ultra-réduites qui ne leur permettent pas de répondre, comme ils sont censés le faire depuis peu, à la fois aux problèmes de téléphone fixe, de téléphonie mobile, de connexion internet et de liaison TV par « Livebox ». Comment résoudre des problèmes posés par exemple par les installations qui ne supportent pas les surcharges électriques dues aux orages quand il n'y a pas de personnel pour se rendre sur place ni de matériel disponible pour remplacer celui qui est en panne ?

Les agents ne sont pas responsables de cette situation, mais ils en supportent tous les jours les effets, du matin au soir, face aux réclamations des usagers. Ils en ont assez de ces conditions de travail, ou tout simplement de l'impossibilité de faire leur travail correctement.

La coupe est pleine, et c'est pourquoi dans les réunions d'information syndicale qui se tiennent actuellement pour préparer cette grève, l'affluence est importante et l'ambiance est à dire « ça suffit » à la direction. Et la grève du 23 octobre a toutes les chances et les raisons d'être largement suivie.

Correspondant LO

• Axa Direct Assurance Nanterre (Hauts-de-Seine)

## Délocalisation et suppressions d'emplois



À Avanssur Direct Assurances, filiale d'AXA, les délocalisations programmées par AXA France, on connaît déjà. Direct Assurance, ce sont 650 salariés (répartis sur deux sites, Nanterre et Rennes) dont environ 400 sur plateaux téléphoniques. Le personnel est en majorité jeune (32 ans en moyenne) et travaille en horaires décalés – en équipes six jours sur sept.

En 2004, la direction avait lancé son projet TURBO, qui consistait à ouvrir un nouveau site à Rabat au Maroc. Il s'agissait, disait la direction, d'une plateforme de « délestage » pour faire face à une augmentation d'activité prévue suite à la mise en place de divers partenariats.

La direction s'était engagée à ce qu'on en reste là. Mais depuis les activités traitées à Rabat n'ont cessé d'augmenter. Il y a désormais 130 salariés au Maroc. C'est tout profit pour la direction car les salaires y sont bas (400 euros par mois pour un chargé de clientèle). Depuis peu, les courriers sont scannés ici par une entreprise extérieure afin d'être traités par informatique sur les plateaux, l'objectif étant de pouvoir traiter les courriers sur le site de Rabat.

Que des activités partent au Maroc, alors qu'ici les employés croulent sous la charge de travail, ne serait pas un mal... si la direction ne réduisait pas en même temps nos effectifs. Mais avec ce projet, dans l'immédiat, deux postes d'intérimaires doi-

vent être supprimés, et cela est inadmissible. Une pétition pour l'embauche des intérimaires est largement signée actuellement dans les services.

D'un côté, Direct Assurance augmente sans cesse la productivité, le volume de travail à accomplir, mais jamais les salaires, et dans le même temps elle délocalise et sous-traite tout ce qu'elle peut. Les employés en ont assez de cette politique.

Direct Assurance a toujours été pour son actionnaire AXA une sorte de laboratoire d'essai pour ses sales coups. Mais les salariés ne sont pas des cobayes et l'idée de faire modifier ses plans à la direction gagne du terrain.

Correspondant LO

• Pantin (Seine-Saint-Denis)

## Les gardiens de HLM en lutte

Depuis un an, les gardiens d'HLM de Pantin demandaient, sans succès, à être reçus par le maire au sujet de leurs revendications. Celui-ci, Bertrand Kern (PS), est le président de l'office municipal, qu'il a rebaptisé Pantin Habitat. Il préside aussi l'office départemental, ce qui a renforcé sa position.

La principale inquiétude des gardiens vient d'un bruit qui court sur la suppression de leurs loges pour les remplacer

par des points d'accueil centralisés, dont Kern a d'ailleurs fait l'éloge dans un entretien avec *Le Parisien* du 29 septembre.

Il serait aussi question de généraliser le paiement du loyer par TIP, ce qui supprimerait le travail du gardien qui encaisse les loyers, et ce qui ne convient pas à tous les locataires.

C'en était trop. Lundi 2 octobre, les gardiens d'HLM se sont mis en grève, soutenus par la CGT. Ils ont été protester au

conseil municipal et organisé une manifestation dans Pantin le mercredi suivant, à laquelle de nombreux locataires ont participé ainsi que plusieurs associations de locataires, dont la CNL. Le cortège s'est arrêté devant les grilles de la mairie, fermée sur ordre du maire qui recevait, ce jour-là, un sous-préfet.

Les gardiens défendent leurs emplois et leurs conditions de travail. Celles-ci, déjà aggravées depuis les 35 heures

(car il n'y a pas eu d'embauches supplémentaires), sont menacées par ces points d'accueil centralisés, qui nécessiteraient moins d'effectifs mais imposeraient des plages horaires plus grandes. Les gardiens ont aussi des inquiétudes sur l'avenir de leur logement personnel, mais aussi sur la dégradation sociale qui pourrait découler d'une réduction de leurs effectifs. C'est parce qu'ils défendent leur travail social de proximité, utile à tous, familles, jeunes et

personnes âgées, qu'ils ont reçu un soutien aussi important des locataires.

Il a fallu quatre jours de grève pour qu'enfin une audience leur soit accordée pour le 20 octobre. En attendant, tous, gardiens et locataires, restent mobilisés : une pétition, qui a déjà récolté plus de 2 000 signatures, continue de circuler pour exiger le maintien de toutes les loges de gardiens.

Correspondant LO



• Snecma Villaroche (Seine-et-Marne)

## Débrayages pour les salaires

Depuis deux semaines, à la Snecma Villaroche, des débrayages quotidiens ont lieu pour les salaires. Ce sont les deux équipes des secteurs de production, principalement le montage des moteurs d'avion (bâtiment 35), qui débrayent ; environ 250 ouvriers, soit une majorité de l'atelier.

Les débrayages sont particulièrement dynamiques et s'accompagnent à chaque fois de manifestations bruyantes avec banderoles, drapeaux et slogans. Ainsi, lors d'une réception où était présent Marc Guillemot, skipper du voilier mono-coque *Safran* sponsorisé par le groupe du même nom, dont fait partie la Snecma,

à-dire la Snecma, ainsi qu'une hausse des commandes pour les années à venir. Pour la seule Snecma, les bénéfices se montent à 130 millions d'euros.

Et cela pendant que les salaires stagnent depuis des années, avec des augmentations générales comprises entre 1 et 1,5 %, c'est-à-dire inférieures à la hausse du

Les grévistes s'invitent à la réception de Marc Guillemot, navigateur du voilier Safran.



des grévistes se sont invités. Un matin, le rond-point d'accès à la Snecma a été quasiment bloqué pendant près d'une heure par les manifestants, ce qui a occasionné un énorme bouchon se répercutant sur l'autoroute A5b. Un banc d'essai de moteurs a également été stoppé par l'intrusion des grévistes dans la salle de commandes.

Cette agitation fait suite à des initiatives de la CGT, qui a appelé à des réunions et actions sur les salaires après la publication des résultats semestriels du groupe Safran. Les chiffres montrent encore une fois une hausse du chiffre d'affaires de 10 %, dont 16 % pour le secteur aéronautique, c'est-

coût de la vie.

Un questionnaire distribué dans les secteurs ouvriers a mis en évidence qu'il manque sur les salaires 300 euros par mois. Les revendications mises en avant sont donc une augmentation générale des salaires de cette somme, le relèvement des primes d'ancienneté et d'équipe, l'attribution aux nouveaux embauchés de primes anciennes qui disparaissent.

Ce qui se discute maintenant est : comment élargir le mouvement aux autres salariés du centre qui, avec les salariés d'Hispano-Suiza et de Snecma Services, compte plus de 4 000 personnes ?

Correspondant LO

• Rexam – Gravelines (Nord)

## En grève pour les salaires et les primes

80 % des opérateurs de production de Rexam, à Gravelines, sont en grève totale depuis le samedi 7 octobre. L'usine fabrique des canettes métalliques pour Coca, Heineken, etc. Environ 80 grévistes, sur un effectif total de 140 personnes, se regroupent à tour de rôle, jour et nuit, à l'entrée de l'usine.

Ils ont établi un barrage symbolique sur la route et un petit camp de tentes. Autour d'un feu de palettes, ils discutent de leurs revendications, de leur ras-le-bol du directeur qui les méprise et les prend pour des moins que rien.

Les grévistes en ont assez des salaires qui stagnent et des primes qui dégringolent. En 2005, la prime d'intéressement représentait en moyenne pour un opérateur plus de 1 500 euros. Pour 2006, à ce jour, elle atteindrait peut-être 400 euros. Pourtant, la production a fortement augmenté. Comme le dit un gréviste : « On travaille trois fois plus pour gagner trois fois moins. » Ils exigent que la prime soit au moins égale à celle de l'année 2005 et ils revendiquent aussi des augmentations, des changements de coefficient qui respectent le principe « à travail égal, salaire égal » et aussi une prime de poste égale pour tous

basée sur la plus élevée (les opérateurs travaillent en poste continu).

Le mouvement est dirigé par les militants CGT et un représentant CFDT. Suite à l'annulation récente des élections professionnelles, demandée par FO et soutenue par la direction, il n'y a plus de délégués élus. La CGT représente plus de 70 % des voix. Au cours des premières rencontres, le directeur n'acceptait de recevoir que les délégués syndicaux, y compris FO et la CGC non gréviste. En préalable à toute discussion, les grévistes ont fini par imposer leur propre délégation, les syndicats non grévistes étant exclus.

Toute la semaine, le directeur a joué sur le ton de l'intimidation. Il a envoyé un courrier à tout le personnel, expliquant qu'il ne comprenait pas cette grève et qu'elle compromettrait l'avenir de l'entreprise.

En ce moment, il y a beaucoup de commandes. La direction anglaise a débarqué mais, pour le moment, elle veut la reprise du travail avant toute négociation sur certains points du cahier de revendications. Pourtant, le groupe Rexam a les moyens de payer, avec plus de 230 millions d'euros de profits dégagés en 2005, soit 10 % du chiffre d'affaires. Et pour 2006 les profits sont encore au rendez-vous : près de 100 millions pour les six premiers mois et une nouvelle augmentation de 5 % des dividendes pour les actionnaires.

Au bout du dixième jour de grève, les grévistes sont toujours aussi nombreux et déterminés. Ils tiennent la dragée haute à une direction qui demeure, pour le moment, intransigeante. La presse et la radio font écho à leur grève. Des militants de l'Union locale CGT de Dunkerque viennent discuter et apporter leur soutien. La solidarité et la fraternité créent une chaude ambiance au piquet de grève.

Correspondant LO

• Décharge d'Entressen (Bouches-du-Rhône)

## Grève à Provence Recyclage

Pour la troisième fois en cinq mois, les travailleurs de Provence Recyclage du site d'Entressen, dans la région de Marseille, se sont mis en grève, cette fois contre les changements d'horaires avec des journées d'une amplitude de 13 heures.

Ils s'occupent, sur les sites de Marseille et d'Entressen, de l'évacuation des 1 200 tonnes d'ordures journalières. Sur le site d'Entressen, ils sont quatorze qui déchargent les camions et les wagons, et enfouissent les déchets sur cette décharge à ciel ouvert, au milieu de la plaine de la Crau.

Lors de leurs premières grèves en juin et août 2006, les travailleurs avaient obtenu un rappel important sur les heures de nuit, non payées jusque-là : 3 500 à 6 000 euros par ouvrier, l'engagement du paiement des heures supplémentaires dues depuis cinq ans et l'embauche des intérimaires en CDI.

Mais fin septembre, le patron a voulu changer le contrat de travail en modifiant unilatéralement les horaires. Au lieu de venir de 5 heures à 13 heures, comme stipulé sur

leur contrat, les travailleurs devaient venir de 5 h 30 à 10 h 30, puis subir une coupure de cinq heures et reprendre le travail de 15 h 30 à 18 h 30. La journée de travail s'étalerait donc sur 13 heures. Cela aggraverait considérablement leurs conditions de vie, alors qu'ils travaillent déjà trois dimanches par mois, ainsi que les fêtes et les jours fériés, souvent sans même pouvoir prendre de compensation en semaine. Ils devraient partir de chez eux aux alentours de 4 h 30 pour ne rentrer que vers 19 h 30. Cela poserait encore plus de problèmes à ceux qui habitent loin, d'autant que le patron voulait aussi pouvoir déplacer du jour au lendemain les travailleurs sur des sites éloignés de plus de 60 kilomètres, d'Entressen à Marseille.

Les travailleurs de Provence Recyclage du site se sont mis en

grève le 30 septembre. Ils se sont adressés aux éboueurs de Marseille ainsi qu'à la population, avec des diffusions de tracts sur le Vieux Port, à Salon, à Istres. Ils ont retardé le départ d'un train d'ordures. Et leur grève s'est fait sentir, car les ordures commençaient à s'entasser sur certains sites de stockage qui étaient saturés, et dans certains quartiers de Marseille les éboueurs ne pouvaient même plus les enlever, ne sachant où les décharger.

Les grévistes ont repris le travail au bout de onze jours sans avoir obtenu satisfaction sur les horaires. Si le patron s'est de nouveau engagé sur le paiement des heures supplémentaires, il n'a pas reculé sur la modification de l'horaire de travail. Il prétend que c'est la Communauté de communes qui le lui impose, mais il veut sans doute aussi en profiter pour se débarrasser des travailleurs les moins malléables à son goût.

Correspondant LO



• La Poste - Centre de Tri J.-J. Bosc - Bègles-Bordeaux

## L'arbitraire de la direction

En mai 2005, lors du conflit et de la grève contre la suppression de plusieurs dizaines d'emplois, La Poste avait fait envoyer le groupe d'intervention de la police nationale dans le Centre, pour faire libérer cinq de ses cadres qu'elle affirmait être séquestrés par les grévistes. Décidée à faire un exemple contre des travailleurs qui s'opposaient à sa politique de rentabilisation, elle avait engagé des procédures disciplinaires contre quatorze postiers choisis parmi les militants syndicaux du Centre.

Parallèlement elle portait plainte pour « séquestration » contre neuf de ces syndicalistes. Les plaintes courent toujours. En juillet 2005, La Poste avait donc injustement sanctionné les « quatorze » de deux ans d'exclusion de fonction pour deux militants, un an d'exclusion à l'encontre de deux autres, des exclusions de trois à neuf mois pour cinq militants, quatre mutations imposées en bureau de poste et le licenciement d'un contractuel.

Depuis, la direction a confirmé sa volonté de ne pas

réintégrer au Centre de Tri les militants syndicaux arrivés au bout de leur période d'exclusion, quitte à contourner la réglementation. La réglementation voudrait en effet qu'il ne soit pas possible d'imposer une deuxième sanction, comme par exemple une mutation suite à une exclusion temporaire.

Une première fois, en janvier, pour l'un des sanctionnés devant être réintégré, la direction avait inventé qu'il n'y avait « plus de poste au Centre de Tri correspondant à sa qualification ». Il fut envoyé sur un

bureau de poste.

Maintenant, pour envoyer un autre des « quatorze » en bureau de poste et surtout loin du Centre, elle a invoqué... « l'intérêt du service » ! Le camarade arrivé au bout de sa période d'exclusion avait pourtant été réintégré provisoirement pendant quelques mois au Centre de Tri suite à une décision du tribunal administratif et l'un de ses chefs, un des cinq prétendument séquestrés, l'avait même bien noté.

Le 6 octobre, jour où la direction a pris cette décision, les postiers du Centre de Tri se sont largement mis en grève, jusqu'à 90 % selon les brigades, démontrant leur solidarité mais aussi leur volonté de protester collectivement contre cette nouvelle manifestation d'arbitraire patronal à la sauce postale.

Correspondant LO



Lors de la sortie du Conseil de discipline pour ceux de Bordeaux, à la direction de La Poste.

• Maison de retraite de Châteauneuf-la-Forêt (Haute-Vienne)

## Besoin urgent de personnel

Épuisé physiquement et moralement par le manque d'effectif permanent qui entraîne une dégradation de la qualité des soins et des conditions de travail, le personnel de la maison de retraite de Châteauneuf-la-Forêt en Haute-Vienne s'est réuni en assemblée générale le 28 septembre à l'appel du syndicat CGT. Sur 72 agents, 43 étaient présents. Une réunion publique était décidée pour le 10 octobre avec invitation par tracts sur le marché, à l'école, au supermarché et devant la cartonnerie du bourg, en direction des familles et de la population.

Un peu plus de 80 personnes y ont assisté dans la salle de la mairie, dont quelques familles, des élus locaux (le maire, une conseillère régionale PC, un conseiller général du canton voisin) et beaucoup d'agents.

Le personnel a expliqué qu'il

ya 133 résidents dans cette maison de retraite, qu'il faut faire une toilette en dix minutes (temps de lever et d'habillage compris), faire manger un patient en huit minutes. Le ménage des chambres n'est assuré que deux fois, voire une seule fois par semaine. Il y a seulement deux agents la nuit.

Et ce n'est pas mieux dans les bureaux, à la lingerie ou à la cuisine qui, prévue pour 200 repas, en assure 400 deux fois par semaine. « On va tous finir sous antidépresseurs », a conclu un jeune.

Le directeur reconnaît que, selon le calcul officiel, il manque 27 à 30 agents, mais il n'en demande que 10 pour 2007.

Les agents ont décidé de se rendre nombreux au conseil d'administration du 17 octobre, en invitant les familles à venir les soutenir.

Une délégation de quatre agents a été reçue au Conseil général le 13 octobre. Là, la réponse a été : « Oui... mais... plus de personnel ferait augmenter le prix de journée à la charge des résidents et de leurs familles, c'est compliqué... » En fait, c'est au contraire déjà trop simple : le forfait hébergement est à la charge des personnes âgées ou/et de leur famille dans toutes les maisons de retraite. À Châteauneuf, il est de 40 euros par jour.

Il est intolérable que la perte d'autonomie liée à la vieillesse ne soit pas prise intégralement en charge par l'assurance-maladie, et il est tout aussi intolérable qu'on puisse utiliser ce système comme chantage sur le personnel. Mais à Châteauneuf, les agents n'ont pas l'intention de s'en laisser conter !

Correspondant LO

• Hôpital d'Épinal (Vosges)

## Un mort et treize malades surirradiés

23 patients traités par radiothérapie au Centre Hospitalier d'Épinal ont été victimes d'une irradiation excessive lors de séances destinées à soigner leur cancer de la prostate.

Cet excès de rayonnement a provoqué la mort d'un de ces malades. Chez cinq d'entre eux, on a dû créer un anus artificiel, huit souffrent d'une inflammation du rectum, six vont apparemment bien. Trois autres décès sont survenus, dont on ne sait encore s'ils ont un lien direct avec l'accident.

Les faits se sont produits entre mai 2004 et mai 2005. Ils viennent seulement d'être révélés par l'Agence Régionale d'Hospitalisation qui explique, aujourd'hui, souhaiter la transparence. Mais le fait que plusieurs familles de victimes aient refusé l'indemnisation que propose l'hôpital n'est sans doute pas pour rien dans cette annonce. Deux familles viennent d'ailleurs de porter plainte.

Selon le directeur de l'ARH, invité en direct sur le plateau de France 3 Lorraine, « certains personnels ont commis une erreur. Le personnel a été formé, la majorité a bien intégré la formation mais une partie n'a pas bien intégré la formation. » Bref, c'est la faute du personnel !

Sauf que tout le personnel n'a pas suivi une vraie formation : celle-ci a été dispensée à une partie du service, à charge pour elle de former les autres, avec toutes les déperditions que cela comporte. Certes, c'est fréquent, dans les hôpitaux comme ailleurs, mais c'est aberrant. Cela sou-

ligne l'irresponsabilité du chef de service, comme de la direction de l'hôpital. D'autant que, selon un radiologue interrogé par France 3, il suffisait de deux clics de souris pour faire la mauvaise manipulation qui a provoqué l'accident ! De plus, le logiciel de pilotage non seulement n'était pas très convivial, mais en plus il était en anglais, source d'erreur incontestable. Comme si la firme qui l'a installé, Varian, n'avait pas les moyens de traduire les logiciels qui pilotent ses matériels !

Varian se présente comme le premier fournisseur au monde de systèmes de traitement de cancer par radiothérapie et affiche un bénéfice net pour 2005 de 207 millions de dollars, avec un joli taux de profit : le bénéfice est de 22 % de son chiffre d'affaires et, bien sûr, tout cela est en hausse d'une année sur l'autre.

Les malades d'Épinal n'ont pas été victimes seulement d'une erreur humaine ou d'un manque de formation. Ils sont morts de l'irresponsabilité du fournisseur – dont personne ne parle dans cette affaire – et des autorités compétentes qui n'ont pas fait le nécessaire pour que tout le personnel soit formé et ait assimilé la formation. Il est trop facile de l'accuser ensuite de n'avoir pas bien compris.

Tout le monde comprend très bien, par contre, que l'ARH et la direction de l'hôpital se défaussent sur lui de leur incurie.

Étienne HOURDIN



Un appareil de radiothérapie. En cas d'erreur de manipulation, il peut se transformer en machine destructrice.



## • Réductions d'effectifs, actions en hausse

### Michelin dégomme les emplois

Le 13 septembre 2006 Michelin annonçait, lors d'un CCE (Comité central d'entreprise), la suppression de 10 000 emplois en Europe et autant aux États-Unis d'ici 2010-2011.

Cette fois-ci, pas de déclarations tonitruantes à la presse, contrairement à ce qui avait été fait en 1999. À cette époque, l'annonce de 7 500 suppressions d'emplois – alors que dans le même temps Michelin se vantait d'atteindre 4 milliards de francs de bénéfices – avait créé des remous dans le monde politique et beaucoup d'émotion dans la population.

Aujourd'hui, même sans publicité dans la presse, le monde des actionnaires est bien au courant de ce qui se prépare. En moins d'une semaine, l'action Michelin a pris plus de 7 %, la plus forte hausse du

CAC 40. Hausse que les économistes saluent comme étant le reflet de la bonne santé de l'entreprise.

Bonne santé pour les gros actionnaires, assurés

de pouvoir se faire beaucoup d'argent, et rapidement, mais nouveaux coups durs pour les travailleurs qui peuvent s'attendre à voir des licenciements, voire des ferme-

tures d'usine, comme à Wolber en 1999 avec 440 licenciements, à Poitiers en 2006 avec 111 licenciements, ainsi que la fermeture de l'usine Kichner au Canada ou encore

de Stock and Trent en Angleterre, avec à la clé plusieurs milliers de licenciements. Et en tout cas tous risquent de voir leurs conditions de travail se dégrader encore plus.

### Le plan Michelin à Bourges - Saint-Doulchard

Les répercussions du plan de restructuration de Michelin ne se sont pas fait attendre. Le 10 octobre, à l'usine de Saint-Doulchard, près de Bourges, la direction en réunion de CE extraordinaire (Comité d'établissement) a annoncé la suppression d'au moins 365 emplois sur les 815 existants, la fermeture de l'atelier de fabrication des pneus camionnette et des activités qui s'y rattachent. Ainsi nous ne serions plus que 450 salariés en décembre 2008.

Pour cela, la direction prévoit une centaine de départs en retraite et préretraite, 140 mutations, et une centaine d'entre nous, qu'elle choisirait parmi les plus âgés, seraient prêtés ou loués à des associations ou des collectivités loca-

les ; c'est ce qu'elle appelle « externaliser » les emplois.

Voilà comment la direction compte se débarrasser de nous !

Et il faut ajouter les travailleurs de toutes les entreprises de sous-traitance qui seront eux aussi touchés. Pour un emploi Michelin supprimé, c'est deux, voire trois emplois de ces entreprises sous-traitantes qui pourraient être supprimés.

Participer à la destruction économique de toute une région dans le seul but de faire augmenter de 30 % et plus en trois ans les profits d'une poignée d'actionnaires, voilà à quoi se prépare Michelin.

Parallèlement, la direction annonce qu'elle va sauver ce qui reste, en créant à Bourges « un pôle de référence mondiale » du pneu avion neuf

radial et du pneu avion rechapé.

Pour cela, elle commencerait par ramener la production des pneus avion rechapés de Cuneo en Italie vers Bourges, en fermant un atelier de 30 salariés à Cuneo. Pour soi-disant « sauver des emplois », Michelin commence par licencier !

Le jour même de l'annonce des suppressions d'emplois, le directeur de Saint-Doulchard est venu présenter son « projet d'avenir » à chaque équipe ; grande mise en scène où il a parlé de « pérenniser l'usine pour plusieurs décennies », promettant « d'inonder » le marché mondial de pneus avion fabriqués à Saint-Doulchard. Ce fut un bide complet. Même sa maîtrise n'a pas applaudi.

Dans les ateliers, c'était évi-

demment l'inquiétude qui s'exprimait. Que se passera-t-il si nous refusons, si la direction n'a pas son compte ? Serons-nous licenciés ? Comment faire confiance aux discours de la direction, alors qu'à Clermont-Ferrand les patrons ne s'engagent sur aucune des promesses de la direction de Bourges ? Même l'encadrement est sceptique. C'est dire !

Le syndicat CGT à Saint-Doulchard a appelé jeudi 12 octobre à un débrayage de deux heures en fin de poste pour les trois équipes. Nous avons été une centaine à débrayer. Cela a été l'occasion de discuter entre nous des réponses nécessaires et aussi de montrer que nous n'avons pas dit notre dernier mot.

Correspondant LO

## • La catastrophe ferroviaire de Zoufftgen

### L'Europe fait circuler les capitaux plus facilement que les trains

La catastrophe ferroviaire survenue le 11 octobre à Zoufftgen, à la frontière de la France et du Luxembourg, a fait 6 morts et 16 blessés, dont deux graves. Un train de fret venant de France et un train de voyageurs venant de Luxembourg se sont télescopés. Ils circulaient sur la même voie, du fait des travaux de renouvellement du ballast en cours.

Depuis dimanche 15 octobre, un coupable est désigné : un employé des CFL (Chemins de Fer Luxembourgeois) âgé de 36 ans, employé depuis douze ans. Il aurait autorisé par écrit le train de voyageurs à rouler sur la voie unique alors que le train de marchandises était déjà engagé. « L'erreur était humaine », concluent la presse et les autorités.

Mais les syndicats de cheminots trouvent l'explication un peu courte. Ce n'est pas la première fois qu'ils dénoncent les problèmes de circulation aux frontières : les systèmes, les procédures ne sont pas les mêmes dans les différents pays,

à l'intérieur de cette Europe qui a pourtant su créer une monnaie unique, mais pas une circulation unique pour ses trains.

Pourquoi l'employé des CFL a-t-il donné cet ordre ? Pourquoi cela a-t-il même été possible ? Quand il s'est rendu compte de son erreur, il n'avait plus les moyens de couper le courant, du fait des frontières, et il n'a pas pu joindre non plus le conducteur du train. Les cheminots réclament de nouvelles garanties de sécurité et comptent déposer un avis de danger grave imminent avant la reprise de la circulation ferroviaire. La CGT ne désire pas reprendre le trafic dans les conditions qui existaient avant l'accident, où la régulation repose sur une seule personne, et réclame le doublement du poste.

Elle réclame aussi que les travaux qui imposent la circulation sur une voie unique soient suspendus aux heures de pointe. En effet la circulation des trains est très dense entre Metz et Luxembourg, du fait



des très nombreux frontaliers lorrains qui vont travailler tous les jours au Grand-Duché. La sécurité demande bien sûr des moyens et les syndicats dénoncent les risques calculés que la direction fait prendre aux cheminots et à la population.

Le ministre luxembourgeois des Transports a déclaré qu'il a « conscience des difficultés auxquelles les réseaux ferroviaires doivent faire face : difficile interopérabilité, donc par exemple systèmes de sécurité différents » et il a ajouté : « Je vois

la pression pour libéraliser, je conçois la saturation parfois sur le réseau... » Ces difficultés ne tombent pas du ciel. Elles sont la conséquence des choix faits pour la recherche de la rentabilité à tout prix.

Étienne HOURDIN



## • Journée du refus de la misère

# Les profits en hausse, la pauvreté aussi

Cela fait plus de vingt ans qu'a été instituée une Journée de refus de la misère. Cette année encore, les associations caritatives ont tiré la sonnette d'alarme, les pouvoirs publics y sont allés de leurs bonnes paroles, et le sujet sera oublié jusqu'à l'an prochain.

Pourtant, en vingt ans, la situation a au mieux stagné ou, plus fréquemment, s'est détériorée. Au niveau mondial, selon les chiffres d'Action mondiale contre la pauvreté, 24 000 personnes meurent de faim chaque jour et un milliard n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Les membres du G8, les pays les plus riches de la planète, qui avaient promis en 1970 de consacrer à l'aide au développement 0,7 % de leur PIB, n'ont pas respecté leur promesse, à commencer par

l'État français qui le promet pour... 2012 !

En France même, selon l'Institut de recherches économiques et sociales, « la condition salariale est inférieure à celle qui prévalait dans les années 1960 et la détérioration a été amorcée à partir du milieu des années 1980 ».

En 2005, le nombre d'allocataires de minima sociaux a augmenté de 2,9 %, pour atteindre 3,5 millions. Les chômeurs qui disparaissent des statistiques, régulièrement « toilettées » pour faire croire que la situation s'améliore, se retrouvent en fait dans les statistiques du RMI aux côtés d'autres travailleurs, jeunes ou moins jeunes, bénéficiaires d'allocations de survie de toutes sortes, comme l'allocation de solidarité ou le minimum vieillesse. Dans un pays développé comme la France,

sept millions de personnes sont des travailleurs pauvres, touchant moins de 722 euros par mois. L'augmentation considérable des emplois précaires, intérim ou CDD, à temps partiel, ne permet plus à des millions de travailleurs et à leur famille de vivre correctement, en particulier de se loger, puisqu'un tiers environ des SDF sont des salariés.

Le gouvernement nous raconte tous les jours que tout va bien ; pour les parasites qui vivent des richesses produites par d'autres, sans aucun doute : d'ailleurs leurs profits augmentent avec l'augmentation des bas salaires et du chômage ; quant aux travailleurs, cela ne pourra aller mieux qu'à condition de faire reculer l'avidité des premiers.

Sylvie MARÉCHAL



LO

SDF dans une rue de Paris. Des tentes que les autorités aimeraient voir disparaître.

## Un rapport accusateur de Médecins du Monde

À l'occasion de la Journée du refus de la misère, Médecins du Monde a publié un rapport accablant sur l'état de santé catastrophique des plus pauvres. Parmi les 45 776 patients accueillis dans les centres de cette association humanitaire en 2005, 22 % ne bénéficiaient d'aucune couverture sociale, au lieu de 9 % en 2001.

Il s'agit des plus démunis, vivant dans leur quasi-totalité au-dessous du seuil de pauvreté, en grande majorité des étrangers sans titre de séjour ou demandeurs d'asile. Pourtant, toute personne résidant en France de façon stable peut prétendre à la CMU (Couverture médicale universelle) et tout étranger, même en situation irrégulière et sans ressources,

depuis plus de trois mois sur le territoire peut bénéficier de l'AME (Aide médicale d'État). Mais le manque d'information, la peur de s'exposer à la répression d'une législation de plus en plus dure envers les sans-papiers et enfin l'obligation de domiciliation, pour des gens sans domicile fixe, sont des obstacles infranchissables pour la plupart de ces malades.

Ils ne consultent donc que rarement, malgré des pathologies sérieuses et chroniques, comme l'hypertension, le diabète, des hépatites ou des troubles psychiatriques, que leur situation précaire a aggravées et qui nécessiteraient un suivi régulier. Or, parmi les patients venus consulter en 2005, plus de la moitié ne sont venus qu'une fois ; 40 % des enfants de deux ans vus en consulta-

tion, contre 84 % dans l'ensemble de la population, sont vaccinés contre la tuberculose.

Quant à ceux qui, détenteurs d'une couverture sociale, veulent se faire soigner comme tout le monde, ils ont parfois d'autres obstacles à franchir ; selon Médecins du Monde, près de quatre médecins généralistes sur dix refusent les soins pour les bénéficiaires de l'AME, et un sur dix pour les bénéficiaires de la CMU.

« Un pays qui, au XXI<sup>e</sup> siècle, instaure des régressions socio-sanitaires pour les plus démunis est un pays qui va mal », concluent les auteurs du rapport. Sans aucun doute, et le portrait qu'ils en font montre à quel point cette société est malade de son mépris pour les pauvres.

S. M.

## • Prix Nobel

# De la pauvreté à la micro-résignation

Le prix Nobel de la Paix vient d'être décerné pour 2006 à un économiste du Bangladesh, Mohammed Yunus, qui a développé depuis trente ans un système de prêt aux pauvres. Ce prix a dans le passé récompensé aussi bien des chefs d'État qui n'étaient pas spécialement pacifistes, comme l'israélien Menahem Begin et le secrétaire d'État américain Henry Kissinger, que des dirigeants d'organismes humanitaires de pays sous-développés. Le choix de cette année relève de cette dernière catégorie, et met en valeur un homme qui, en prônant ce que l'on a appelé le « micro-crédit », a popularisé une recette pouvant peut-être donner de l'espoir à une toute petite partie de la population des pays pauvres... mais pas changer vraiment leur condition.

Le fonctionnement de cet organisme de prêt pour les plus démunis repose sur une certaine forme de solidarité entre ceux qui n'ont pas grand-chose et qui s'entraident par ce moyen. Cette entraide n'a souvent pas attendu le jury Nobel pour s'organiser, en constituant des « caisses communes ». Dans la Grameen Bank mise sur pied par Mohammed Yunus, les prêts sont peu élevés, et souvent consentis à des groupes qui les remboursent de façon solidaire.

Ces petites sommes peuvent bien sûr être utiles, en permettant aux emprunteurs d'acheter plus facilement quelques outils pour vivre du fruit de leur travail, de sur-

vivre plutôt que de mourir de faim. Accessoirement, elles rapportent suffisamment au banquier prêteur pour que sa banque, lancée en 1976 avec un capital de vingt-sept dollars, soit aujourd'hui présente dans 58 pays et emploierait 12 000 personnes.

Mais ce genre d'organisme ne peut faire reculer la pauvreté. Ils n'en ont d'ailleurs pas la prétention. L'affirmation du jury Nobel, qui justifie son choix en disant qu'il n'y a pas de paix sans recul de la pauvreté, n'est qu'une hypocrisie. Les prêts de la banque de Yunus n'ont jamais permis aux emprunteurs de sortir de leur condition, encore moins d'accéder aux richesses produites par la société. Sa conception implicite est plutôt la suivante : que les pauvres soient solidaires entre eux et ne viennent surtout pas demander des comptes aux riches.

D'ailleurs, Mohammed Yunus se définit lui-même comme « prêteur d'espoir », que l'on pourrait tout aussi bien traduire par « marchand d'illusion ». Il donne à certains la possibilité de survivre en vendant des soupes sur le trottoir, ou en achetant une machine à coudre. C'est peut-être mieux que rien, quand on est au fond du gouffre de la misère, mais ce n'est pas grand-chose.

Mais cela suffit en tout cas à satisfaire les députés norvégiens qui décernent, par un comité interposé, les « Nobel » de la Paix.

Roger PERIER

Au sommaire de  
LUTTE DE CLASSE n° 99 (Octobre 2006)

### France

Les avatars d'une « dynamique unitaire » fictive.  
Annexes : échanges de correspondance LO-LCR

### Moyen-Orient

Après la guerre du Liban

### Haïti

Les classes populaires entre un État en déliquescence et les bandes armées

### États-Unis

La « réforme globale de l'immigration » : une attaque contre les immigrés et le reste de la classe ouvrière

### Tribune de la minorité

Moyen-Orient : derrière la victoire « historique » du Hezbollah



Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,54 euro